

N° 5
Sept.-Oct.
1970

1,50 F

النضال

AN-NIDHAL

SOMMAIRE

- L'APRES-BOURGUIBISME p. 2
- LA CRISE DU REGIME BOURGUIBISTE ET LES COMMUNISTES TUNISIENS p. 3
- POUR UN REGROUPEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE p. 4
- LES ETATS ARABES JETTENT LE MASQUE p. 4 et 5
- APPEL DU F.P.L.G.A.O. AU CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN p. 7
- ENTREVUE F.P.L.G.A.O. - F.P.D.L.P. p. 7

ORGANE TUNISIEN DE LA RÉVOLUTION ARABE

BAS LES PATTES DEVANT LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

Dans un monde arabe où les masses populaires n'en finissent pas d'être subjuguées, le hasard aura donc participé à leur mystification. Nasser est mort subitement alors même qu'elles attendaient de lui le miracle. Cela ne fait qu'ajouter à son mythe, ce mythe dont, à leurs yeux, il aura emporté le secret.

De plus, comme pour se les aliéner un peu plus, **post-mortem**, le « père des arabes » a choisi de leur faire cruellement mesurer par « le vide » qu'il laissait, sa « haute stature », symbole de la « grandeur arabe ». Comme par machiavelisme, il a choisi de partir à un moment crucial juste avant qu'elles ne découvrent sa forfaiture. Et l'atrocité de la souffrance qui les a frappées, leur aura même fait oublier sa dernière manœuvre par laquelle il réhabilita le bourreau de Jordanie.

A la mort de Nasser a répondu un immense hurlement ; tandis qu'au froid massacre calculé du peuple palestinien, a à peine fait écho un silence embarrassé. La mystification est là. Elle est cruelle, intolérable, révoltante. **Elle est une insulte pour le nouveau peuple errant.**

Car tout grand homme qu'il puisse paraître, Nasser ne peut l'être plus que les milliers de morts gisant sous les décombres. Tout puissant qu'il ait pu être il ne pouvait surpasser son peuple, s'il l'avait réellement mobilisé pour se défendre.

Son apparente grandeur et sa soi-disant puissance lui viennent à vrai dire du vide qu'il créa autour de lui par la répression systématique des forces révolutionnaires, l'assujettissement des organisations de travailleurs, l'absolutisme de sa bureaucratie dont il est, tout à la fois le chef, le prisonnier et le serviteur.

Et d'ailleurs de quel Nasser faut-il chanter la grandeur ? Celui de la nationalisation du Canal de Suez ou celui du plan Rogers ? Celui qui fut le promoteur de l'Union Syro-Egyptienne ou celui qui soutient la fédération pro-impérialiste des émirats du Golfe ?

PEUR DU VIDE... OU PEUR DES MASSES ?

Et qui donc lui a conféré cette capacité de décider des affaires arabes du Golfe Arabique à l'Océan Atlantique, sinon ceux qui auraient bien des comptes à rendre s'ils comparaissaient devant le tribunal des masses populaires : les dirigeants petits bourgeois timorés et bornés, les roitelets et émirs moyenâgeux, vassaux des féodalités pétrolières internationales, les régimes réactionnaires chancelants en quête de protecteurs ? C'est tout ce beau monde qui magnifie le maître pour mener à bien ses propres affaires. Les escarmouches au sein de la « famille arabe » n'ont jamais rien été que de simples mouvements d'humeur, sans plus ; et les réunions « orageuses » se sont toujours terminées par des embrassades grandiloquentes.

Si aujourd'hui Nasser est unanimement glorifié par ses pairs arabes, y compris par ceux qui, jadis, dénoncèrent sa volonté d'hégémonie ou sa trahison, si aujourd'hui les agresseurs de Suez et ceux de juin 67 rendent un hommage vibrant au « grand homme d'Etat disparu », c'est parce que pour les uns et les autres **Nasser était devenu la pièce centrale du nouvel édifice stratégique qui doit livrer le Proche-Orient au pillage des grandes puissances et mettre un frein à l'extension du processus révolutionnaire arabe.**

Et si justement un silence criminel a couvert le vacarme des canons hachémites et les plaintes des corps agonisants, c'est que le peuple palestinien, dans son irrésistible élan vital, mettait en cause les fondements mêmes de cet édifice et du même coup l'existence des Etats et des intérêts impérialistes dans la région.

Du jour où la Résistance émergea avec sa capacité mobilisatrice et mit le Raïs en demeure de se conformer à sa « grandeur » ou de jeter le masque, il ne resta plus au « père des arabes » qu'à reprendre ses dimensions de puissant manœuvrier et apparaître tel qu'il est en réalité : d'abord et avant tout le représentant d'une classe sociale et le défenseur de ses intérêts et de sa stabilité.

Et quand la Résistance se leva, comme un seul homme, pour dire non à la danse macabre qui précédait l'immolation de son peuple sur l'autel de la coexistence pacifique et fraternelle soviéto-américaine, il abandonna son rôle d'« arbitre des arabes » pour laisser le bras du bourreau jordanien s'abattre sur les palestiniens.

Certes la Résistance est militairement battue, certains de ses cadres tués, ses rangs dispersés, ses bases disloquées. Certes le peuple palestinien a subi une gigantesque hémorragie et son sang a dévalé les pentes des collines d'Amman pour abreuver l'instinct sanguinaire des bédouins du désert. Tout cela est tristement vrai.

Mais aussi soumise soit-elle, par les armes, la Résistance a remporté sur ses vainqueurs, la plus importante des victoires politiques : **elle a arraché, à tous les Etats arabes, le masque qui cachait le visage hideux de l'hypocrisie, de la félonie, de la démagogie et du mensonge.** Cette victoire historique pour toutes les masses arabes, le peuple palestinien l'a payée d'un prix particulièrement lourd.

DEVANT QUELLE MORT FAUT-IL ALORS S'INCLINER ?

Celle d'un seul homme qui pour être apparu grand aux yeux des masses, n'en a pas moins bloqué leur émancipation et servi d'abord son régime petit-bourgeois ?

Ou celle de milliers et de milliers d'enfants d'un peuple arraché à sa terre, malmené et maintenu dans les pires conditions d'existence ?

Celle du chef de file des Etats fossoyeurs de ce peuple ?

Ou celle des combattants qui crièrent tout haut « NON AU SACRIFICE ! » ?

Celle de l'homme reconnu par les impérialistes eux-mêmes, comme le meilleur garant de leur paix au Proche-Orient ?

Ou celle des résistants qui menacent leurs intérêts dans cette région ?

Halte à la mystification ! Il est temps de hurler toutes ces vérités aux masses arabes.

Car enfin si le peuple palestinien a payé, de son sang, de son refus de courber l'échine, s'il est au premier rang du front anti-impérialo-sioniste, c'est dans l'intérêt même des masses populaires arabes. Si la Résistance a acquis une notoriété qui lui permet de dénoncer le complot, et une force suffisante pour bloquer les manœuvres, c'est entre autre parce que ces mêmes masses arabes, déçues par les Etats et leurs armées, ont attendu d'elle, qu'elle relève le défi sioniste.

Ce sont donc ses morts qu'il faut glorifier !

Parce qu'ils s'opposaient à l'impérialisme anglo-américain et menaçaient son hégémonie au Proche-Orient.

Parce qu'ils gênaient la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin soucieuse de s'entendre avec les Yankee plutôt que d'aider un peuple à recouvrer ses droits.

Parce qu'ils gênaient, et pour cause, la bourgeoisie bureaucratique civile et militaire égyptienne.

Parce qu'ils menaçaient, bien sûr, les réactionnaires et féodaux mais gênaient aussi l'inénarrable Baath syro-irakien féru de mise en scène, de bluff et de déclarations pompeuses et dont l'histoire n'aura été qu'une interminable fuite devant les responsabilités.

Bref parce qu'ils empêchaient que tout ce beau monde fonctionne pour des raisons d'Etat et ignore celles des masses populaires.

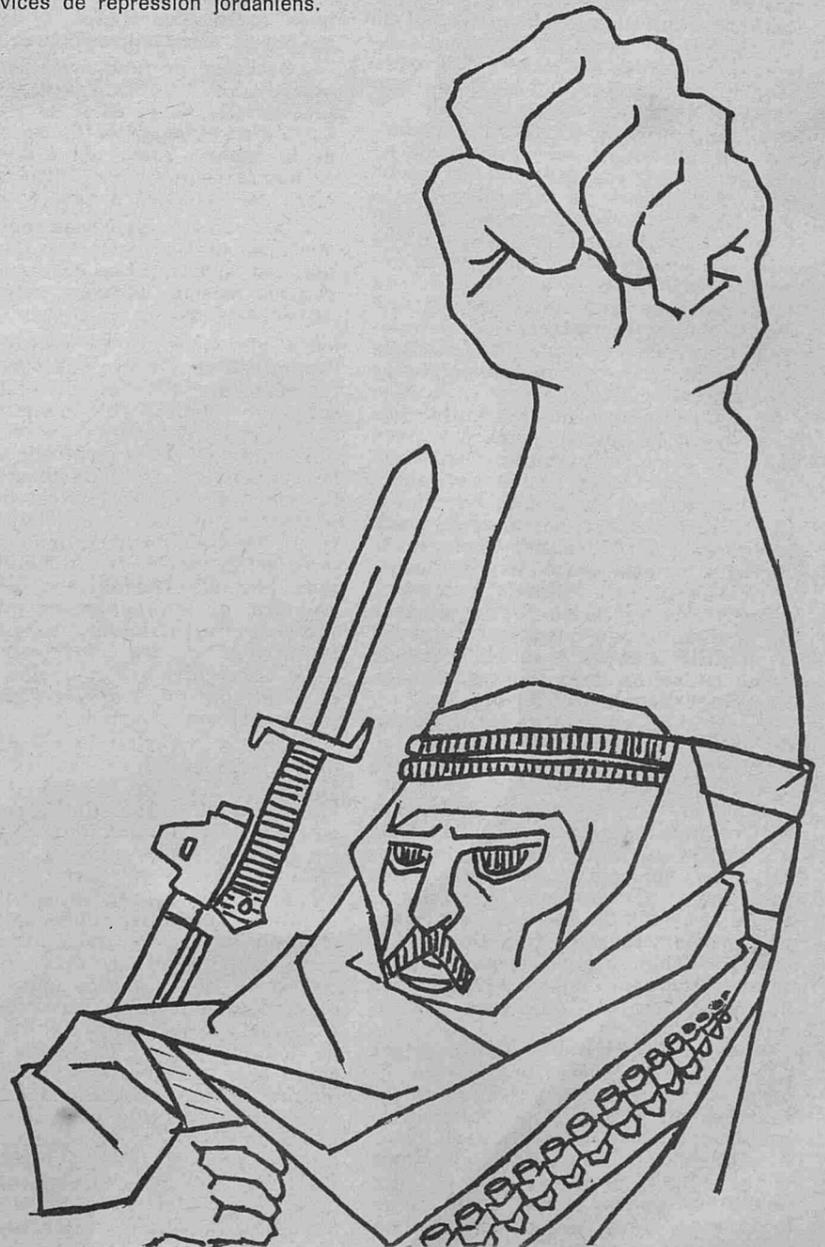
Mais il y a peut-être plus.

En effet la Résistance, à l'issue de trois années d'expérience et sous la pression conjuguée de son aile gauche et d'une base de plus en plus radicalisée, était moins encline, ces derniers mois, à se prêter aux manipulations du « grand frère Nasser » et de ses protégés locaux — et ce, malgré la tendance conciliatrice de la direction du Fath.

Les contradictions latentes qui opposaient la Résistance aux Etats arabes mûrirent à travers plusieurs crises violentes pour déboucher sur une mise en cause de la légitimité du plus compromis et du plus vulnérable d'entre-eux : l'Etat de Hussein.

Du refus de « s'ingérer dans les affaires des Etats arabes » à l'exigence d'un « gouvernement national » jordanien, l'avant-garde palestinienne parcourut le précieux chemin qui la conduisit à la conclusion que **la lutte contre l'Etat sioniste est étroitement liée à celle qu'il faut mener contre tous les Etats arabes.** Longtemps méconnue de la majorité des organisations cette vérité s'impose aujourd'hui à qui veut mener à bien le combat pour la libération du peuple palestinien. Elle s'est imposée, depuis longtemps déjà, aux yeux des stratèges arabo-impérialo-soviétiques et a conduit ces derniers à précipiter leur « plan de paix » qui n'est rien d'autre qu'un plan de guerre pour rayer l'entité palestinienne de l'existence et exterminer son héroïque avant-garde.

Aujourd'hui, c'est cette avant-garde, fer de lance du peuple palestinien et des masses arabes, qu'il faut défendre par tous les moyens et protéger de « la chasse au fidaï » que ne manqueront d'entreprendre, dans le silence propice du deuil de Nasser, les services de répression jordanien.



L'APRES-BOURGUIBISME

UNE COMPLICITÉ QUI SAUVE LE RÉGIME

Deux mois après avoir été arrêté pour haute trahison, Ben Salah a été finalement condamné le 24-5-70 à dix ans de travaux forcés. Une telle condamnation appelle deux observations.

D'abord, compte tenu du chef d'accusation, un tel verdict apparaît des plus modérés. C'est que « la trahison » n'était pas, en réalité, en cause dans la faillite de la politique économique du régime ainsi qu'a voulu le faire croire le pouvoir. La relative légèreté de la peine signifie tout simplement que les responsables de cette faillite n'avaient pas tous comparu au banc des accusés. Cela eut signifié la mise en accusation de tout le régime. Le peuple tunisien en est convaincu, qui a assisté assez indifférent à la foire d'empoigne qui a occupé la scène politique après le coup d'arrêt du 2 septembre 69, relatif à la coopération agricole. Au surplus, Ben Salah se prêta à merveille au jeu du pouvoir en ne mettant à aucun moment en cause le système. Cet opportunisme dont l'ex-S.G. de l'U.G.T.T. nous donna un exemple en 1956 en se taisant sur la scission de la Centrale, évita au pouvoir de s'engager dans un débat qui ne pouvait que le mettre en cause. Aussi, la farce judiciaire déboucha-t-elle sur une condamnation d'erreurs et non d'option. La complicité de Ben Salah sauva l'ensemble du système.

Ensuite, ce procès marqua la fin de la première phase de la crise du régime bourguibiste, une crise qui a mûri longuement au fur et à mesure de la mise en application du plan, pour éclater ouvertement avec la généralisation des coopératives. Ce procès dont le pouvoir attendait qu'il désamorce le mécontentement populaire, devait en effet prendre la signification d'une condamnation des pratiques du passé qui ont engendré l'omnipotence et l'absolutisme de l'Etat et du Parti.

A ce titre, le procès ouvre bien le dossier de l'après-bourguibisme. Quelle sera la nature du régime futur ? Quelles règles du jeu établiront entre eux les représentants de la bourgeoisie au pouvoir ?

DES CONCESSIONS A LA BOURGEOISIE

Les spéculations sont allées bon train sur le rôle d'un Bourguiba déclinant, dans cette seconde phase qu'est la mise sur pied des structures du nouveau régime et sur ses nouveaux rapports avec « ses lieutenants ».

Deux faits indiquent que la bourgeoisie tunisienne, tout en continuant à « utiliser » le « Combattant Suprême » pour préserver « l'unité nationale », c'est-à-dire le maintien de « l'ordre », entend intervenir plus directement dans les affaires de l'Etat. La dissolution du B.P. du P.S.D., le jour même où Bourguiba, dans « son message à la nation », demandait « pardon au peuple et surtout aux militants qui ont souffert... », peut être interprétée comme l'indice d'une retraite de sa part face aux pressions qui s'exerçaient au sein même de l'appareil, en vue, sinon de céder une partie de son pouvoir, du moins de donner plus de latitude aux forces politiques qui se sont fait jour au sein de la bourgeoisie tout au long de la crise bensalhiste, et dont Masmoudi, Nouira, Mestiri, etc. ne sont que l'expression la plus cohérente au niveau de l'Etat.

En effet, le Parti étant un des principaux instruments du pouvoir, sinon le plus important, l'adhésion totale du B.P. aux décisions du « Combattant Suprême » a toujours fourni, formellement, l'aval du Parti et du peuple à son chef et, en retour, a toujours constitué la courroie de transmission des décisions du sommet vers la base.

Telles qu'elles étaient, les institutions du régime ne permettaient nullement — sinon par la démission — d'exprimer une opposition ou une divergence concernant les problèmes économiques et politiques de l'Etat. C'est par contre dans le comité restreint que constitue le Bureau Politique qu'une divergence pouvait s'ébaucher et parfois même se développer jusqu'à la crise. Le Bureau Politique constitue donc un indicateur de l'état de santé du système. L'exclusion sanctionne le désaccord et maintient l'unanimité du Parti autour du « Combattant Suprême ». C'est en ce sens que la dissolution du Bureau Politique peut apparaître comme l'indice d'un désaccord global ou, mieux, comme le signe que rien ne va plus au sein du système. Toutes les qualités hors série que nombre d'observateurs aiment à reconnaître à la « personnalité fasci-

nante » du « Combattant Suprême » n'ont pas résisté aux pressions de la bourgeoisie tunisienne et de ses représentants politiques qui exigeaient une modification des règles du jeu politique. L'amende honorable faite devant le peuple par le Président de la République n'a fait que ramener un peu plus celui-ci au rang du commun des mortels ; cela signifie pour la bourgeoisie que l'heure de se trouver une nouvelle légitimité et de s'assurer à l'avenir une nouvelle stabilité, a sonné.

Un nouveau palier a d'ailleurs été franchi dans la concession aux pressions de la bourgeoisie, par la constitution d'une commission supérieure du Parti dotée de larges pouvoirs, puisqu'elle remplace le Bureau Politique, doit remettre sur pied la Constitution et reprendre en mains l'opinion par le lancement de la fameuse consultation populaire, bref, définir le cap que doit prendre la Tunisie de demain. Par sa composition, une telle Commission reflète assez bien le compromis qui a ressoudé, autour de Bourguiba, la bourgeoisie. Les hommes qui la composent sont ceux autour desquels s'organisent les forces politiques et économiques favorables au libéralisme économique. Et il n'est pas hasardeux de dire que, dans les mois et années à venir, compte tenu de l'usure du pouvoir tout au long de ces quinze années de règne bourguibiste, la bourgeoisie tunisienne aura beaucoup plus qu'elle ne l'avait auparavant, par le biais de ses représentants directs au pouvoir, la possibilité de peser, d'une manière déterminante dans les décisions politiques et économiques. Il n'est pas aisé de définir actuellement le rôle exact de chacun de ces hommes dans le développement de la situation avant et après la chute de Ben Salah ; de même qu'il n'est pas aisé de préciser le programme économique de chacun d'entre eux. Surtout, il est illusoire de vouloir s'acharner à chercher derrière chacun de ces hommes, une couche sociale particulière ou un secteur déterminé de la bourgeoisie. S'il est vrai que des antagonismes existent entre des clans, dans la course au pouvoir, leurs intérêts économiques restent malgré tout globalement solidaires.

UN DIRIGISME NECESSAIRE A LA STABILITE DU REGIME

L'option économique libérale constitue l'idée directrice des leaders actuels de la bourgeoisie. Elle exprime le désir de la bourgeoisie commerçante et foncière et des milieux d'affaires, de se débarrasser du poids de l'interventionnisme de l'Etat tel que l'a institué la réforme de Ben Salah dans l'agriculture et le commerce. A ce niveau, il ne semble pas y avoir de sujet de discorde ; par contre, il semble que c'est autour du degré de démocratisation des institutions qui doit accompagner le libéralisme économique et du rôle de l'Etat dans l'économie que peuvent exister certaines divergences. Il est important, néanmoins, de ne pas surestimer les contradictions au sein de l'équipe actuelle au pouvoir.

En effet, les hommes au pouvoir peuvent difficilement rejeter tout interventionnisme de l'Etat dans l'économie tant est évident à leurs yeux, le fait que la survie même de la bourgeoisie tunisienne en tant que classe dominante, et la défense de ses intérêts fondamentaux sont justement liés à un certain rôle dirigiste de l'Etat. Les uns et les autres sont en effet pour un libéralisme compatible avec des prévisions à long terme, des investissements que seul l'Etat peut assurer, la conservation par celui-ci du monopole de certains produits et « l'orientation » des investissements privés (1).

Quant au problème de la démocratisation des institutions, qui ne se pose que dans le sens d'une libre défense des intérêts des diverses fractions de la bourgeoisie tunisienne, il ne saurait être actuellement une cause de crise du régime. D'abord parce que le maintien de la cohésion de la bourgeoisie autour du Président et du Parti est nécessaire pour passer le cap que constitue cette phase de transition ; ensuite, parce que le nécessaire contre-poids au surpouvoir de l'exécutif, qui existe dans les faits, ne saurait tarder dans la forme, après la disparition du « Combattant Suprême ».

L'heure est donc à la compétition discrète des hommes et des clans, à la lutte sourde dans le cadre d'un régime formellement inchangé mais fondamentalement affaibli. Il n'est pas à l'affrontement des leaders bourgeois, encore moins à l'éclatement de l'équipe au pouvoir.

Tels sont les éléments de la stratégie de la bourgeoisie et les règles du jeu auxquels obéissent ses représentants au pouvoir.

(1) Interview de H. Nouira, « Action » du 1-9-70.

UNE MANŒUVRE DU POUVOIR

Quelles qu'en fussent les limites, la consultation a incontestablement créé un climat de détente qui a permis à certaines opinions de s'exprimer et de s'attaquer aux vices du régime. Celui-ci avait grandement besoin de cette soupe de sûreté qui lui donnait, de surcroît, l'occasion de se blanchir aux yeux de l'opinion, sinon de se racher, en affichant une volonté de se démocratiser. L'opération du questionnaire, destinée à concrétiser cette volonté, servit d'appât aux secteurs de l'opinion et du Parti les plus sensibles aux aspects institutionnels de la démocratisation. Quant à l'ouverture de la presse, elle constituait surtout une manière de « récupérer » les « indépendants » et d'exercer des pressions supplémentaires sur les nostalgiques de l'ancien régime.

Mais les apôtres de Bourguiba qui prêchèrent la bonne parole à travers tout le pays, s'aperçurent très vite qu'ils jouaient avec le feu, en raison de l'ampleur des critiques exprimées par la base. « L'extrémisme » ne tarda pas alors à être dénoncé, comme le furent « les attaques contre le Parti » et « la dignité de l'Etat ». A. Mestiri, ministre de l'Intérieur et rapporteur de la Commission Supérieure, qui fut le premier à agiter le mot d'ordre de démocratisation dans le pays, menaçait d'imposer le calme et l'ordre.

Au-delà du caractère démagogique de cette « consultation populaire », plusieurs observations doivent être faites à son sujet.

D'abord, ce qui a retenu l'attention de l'opinion tunisienne et de la base du Parti, c'est moins les aspects institutionnels du régime — les masses tunisiennes pensent en effet qu'il suffit de respecter la lettre et l'esprit de la Constitution existante pour rétablir une vie démocratique — que le fonctionnement quotidien de l'Etat et des appareils, et les questions économiques.

Ensuite, les critiques émises n'ont pas seulement révélé une soif de liberté et de démocratie ; nombreuses sont les interventions qui ont montré que le courant conservateur et traditionaliste au sein du fourre-tout qu'est le P.S.D. ne se cantonne pas aux domaines politique et économique mais revendique un retour aux va-

LA « CONSULTATION POPULAIRE »

Une des tâches de la Commission Supérieure du PSD était de préparer une large consultation auprès de tous les citoyens en vue de la mise en place des structures constitutionnelles et du Parti sur des bases saines.

Beaucoup de bruit avait été fait autour de cette consultation qui fut d'ailleurs précédée de tournées d'explication dans tout le pays, entreprises par les principaux responsables de l'Etat et du Parti, et au cours desquelles la dénonciation de Ben Salah s'accompagna de promesses d'un avenir meilleur et d'exhortation à « l'unité de la nation » autour du « Combattant Suprême ». La consultation apparaît donc comme le couronnement d'une campagne de mise en condition du peuple tunisien.

Des réunions publiques fournirent aux tunisiens l'occasion de formuler ouvertement des modifications à apporter à la Constitution et au Parti, apparut fort abstrait et, de ce fait, sans intérêt, sinon rebutant pour les masses tunisiennes. La presse, dans une certaine mesure, compléta cette consultation en ouvrant ses colonnes à certains non-destouiriens.

leurs islamiques, à la morale traditionaliste et n'hésite pas pour cela à réclamer une révision du Statut Personnel — comme en témoigne la rumeur sur l'éventualité d'un retour à la polygamie — et le renforcement de l'enseignement religieux dans les établissements scolaires. Il est plus que probable que dans son mouvement de recul, face au mécontentement populaire et en raison des difficultés économiques qu'il rencontrera, le pouvoir choisira de s'appuyer sur les forces sociales et économiques les plus conservatrices et les plus rétrogrades pour consolider ses nouvelles assises et maintenir son emprise dictatoriale sur les masses laborieuses.

Enfin, la consultation n'a pas manqué d'influencer les « forces de gauche » en Tunisie. L'idée de saisir l'occasion du climat de détente pour entreprendre un travail politique sur les thèmes démocratiques a été en effet lancée (voir l'article, dans ce numéro, sur le regroupement de la gauche). En réalité, l'ouverture démocratique du régime, qui a alléché certains milieux intellectuels et petits-bourgeois et a permis aux masses populaires longtemps enserrées dans le corset politico-policier du régime de donner — pour un temps — libre cours à la critique, ne signifie rien d'autre qu'une opération de désamorçage d'une situation explosive que ni le Parti, divisé, ni le régime, discrédité, n'auraient pu contrôler. De surcroît, cette ouverture devait participer conjointement à la décoopération, au rétablissement de l'unité

de la bourgeoisie tunisienne et de son parti autour du « Combattant Suprême ».

L'ouverture démocratique ne peut donc être le prélude à l'institution d'une démocratie bourgeoise économique et politique classique, telle qu'on peut la voir par exemple au Liban. Il s'en faut de beaucoup pour que le régime bourguibiste se permette un tel luxe. Il n'y a qu'à voir à quel point tous les responsables du régime, et Bourguiba au premier chef, ont été intransigeants quant au maintien du parti unique et avec quel souci a été opérée, au sein de celui-ci, la sélection des membres des cellules et des comités de coordination (voir article sur le cas de Soussse), pour s'en convaincre.

Tout au plus, cette ouverture signifie-t-elle que l'affaiblissement du pouvoir personnel en Tunisie et le discrédit qui a frappé le régime ont conduit les leaders de la bourgeoisie à comprendre la nécessité de pratiques plus souples permettant, au sein du parlement et du Parti, une « critique constructive » qui aurait le double avantage de ressouder les rangs de celui-ci et de permettre aux diverses fractions de la bourgeoisie d'utiliser le « jeu démocratique » dont elles bénéficieraient pour mieux défendre leurs intérêts. C'est donc en définitive un nouveau consensus au sein de la bourgeoisie tunisienne qui est visé par la libéralisation économique et politique sur la voie de laquelle le régime veut faire croire qu'il s'est engagé au bénéfice de tout le peuple tunisien.

POUR UN ENGAGEMENT AUX COTES DES TRAVAILLEURS

Est-ce à dire que, de ce changement de tactique du régime bourguibiste, les masses laborieuses tunisiennes ne pourront rien tirer ? Nous ne le croyons pas. Parce que le changement de tactique a suivi une crise profonde et que, de ce fait, il apparaît comme le signe d'un affaiblissement du régime. Il est donc un élément de démythification du pouvoir et de son thème démagogique préféré : l'unité nationale autour du « Combattant Suprême » et du Parti. La conscience que peuvent avoir les travailleurs de la faillite du régime ne peut que contribuer à accroître la confiance qu'ils peuvent avoir en leur force et les conduire à exercer plus de pression sur le pouvoir et son allié, la bureaucratie syndicale. Si donc « l'ouverture démocratique » ne peut les servir directement, car le régime ne tolérera aucune opposition ouvrière au parlement, elle crée les conditions psychologiques d'une plus grande combativité.

Pour ce qui est des intellectuels révolutionnaires, l'important n'est pas l'éternelle revendication platonique des libertés démocratiques « reconvenues par la Constitution », mais l'engagement aux côtés des travailleurs, pour donner plus de vigueur aux luttes qu'ils mènent, contre leurs exploitants directs et l'Etat qui en est l'émanation. La jonction avec les travailleurs s'impose d'autant plus que la nature bourgeoise du régime n'a jamais été aussi évidente et que la détérioration des conditions d'existence des masses laborieuses est appelée à s'aggraver.

Mais pour mener à bien une telle tâche, les initiatives isolées sont insuffisantes. Il est donc nécessaire que les efforts des militants révolutionnaires soient conjugués et articulés avec ceux des travailleurs. Tout cela suppose une analyse concrète de chaque situation locale et la prise en considération du niveau des luttes. L'analyse permettant ainsi de comprendre la réalité, c'est alors que la pratique pourra agir sur elle. Mais si la première peut être le fruit d'un travail individuel, la seconde par contre exige un travail collectif et un minimum d'organisation.

LA STRATEGIE DU P.C. TUNISIEN : DEMISSION DE LA CLASSE OUVRIERE

L'analyse d'Ennafaa n'est pas le fait du hasard ; elle découle d'une stratégie qui guide la démarche politique du P.C.T. Cette stratégie peut être ainsi définie : en Tunisie, pays sous-développé, la bourgeoisie a construit un « Etat national » indépendant. Son rôle historique n'est pas pour autant terminé. En son sein existent des tendances conservatrices, mais aussi une aile gauche progressiste qui a une potentialité révolutionnaire, du fait des contradictions l'opposant à l'impérialisme (2). Le rôle du Parti Communiste et des forces de gauche est donc de soutenir les éléments avancés qui existent dans le Néo-Destour, et de les pousser toujours plus en avant dans le sens du progrès. La classe ouvrière « n'a pas de privilèges particuliers à défendre, et ses intérêts coïncident avec l'intérêt national bien compris » (2).

Il est clair, donc, que dans l'esprit des communistes, les travailleurs doivent constituer une force d'appoint pour « l'aile gauche du Néo-Destour » et rien de plus.

Pour compléter cette stratégie, le PCT développe depuis longtemps l'idée que, sous l'égide de la bourgeoisie, la Tunisie peut s'acheminer vers une phase de « développement non capitaliste ».

Aussi, les communistes tunisiens n'ont-ils cessé d'apporter leur caution au « socialisme » destourien. Plus, certains d'entre leurs dirigeants sont allés jusqu'à chuchoter la possibilité, sinon la nécessité de dissoudre le PC dans le PSD. Ce qui n'a pas manqué de créer des remous au sein de ce que l'on appelle, par euphémisme, « la direction ». Donc, si l'on devait suivre les communistes dans leur logique, à la veille du tournant libéral, la gauche était représentée non seulement par eux-mêmes et les « progressistes » mais aussi par les « socialistes destouriens », c'est-à-dire en fait par tout le régime à l'exclusion d'une droite minoritaire. Ennafaa n'affirme-t-il pas, dans son article, que « la politique préconisée actuellement... procède d'un renversement complet de l'orientation progressiste qui a prévalu jusqu'ici. »

LE P.C. ENTRETIENT LA CONFUSION

L'analyse d'Ennafaa sera tout au long de l'article, axée sur l'idée que le tournant effectué par le régime en septembre 1969, a dévié celui-ci du chemin qui devait le mener du « progressisme » vers « le développement non capitaliste ». Cette idée apparaît en filigrane à une lecture attentive des arguments concernant « l'orientation procapitaliste du régime » et ses conséquences à savoir, la liquidation des « chances d'un développement économique indépendant », l'exploitation des travailleurs et la ruine des petits producteurs.

Parler « d'orientation pro-capitaliste », c'est laisser croire qu'auparavant la Tunisie ne l'était pas. C'est logique dans la

LA CRISE DU BOURGUIBISME ET LES COMMUNISTES TUNISIENS

Dans l'incroyable confusion qui règne en Tunisie depuis un an, les communistes traversent une phase de désarroi. Ayant mis tous leurs espoirs dans le réformisme de Ben Salah, ils se retrouvent, après sa chute, gros jean contre devant. De même que, sous le règne du réformateur, ils n'ont cessé d'entretenir la confusion sur la nature du « socialisme » destourien, sous celui des libéraux qui lui ont succédé, ils continuent à le faire, en opposant ce « socialisme » au libéralisme économique.

En prenant comme point de départ un récent article de Ennafaa (1), et en se référant aux principales lignes de la stratégie du Parti Communiste Tunisien, nous nous proposons, dans ce qui suit, de clarifier son attitude vis-à-vis du régime bourguibiste et le contenu du programme qu'il avance dans la période actuelle.

théorie du « développement non capitaliste » du PC. C'est contraire à la réalité telle qu'elle est. Le régime, sous Ben Salah, était bel et bien capitaliste. On était certes loin du capitalisme du 19^e siècle, loin de celui qui prévaut actuellement dans les pays industrialisés. Mais on était directement branché sur l'idée que le capitalisme tunisien, pour survivre, devait se rénover et s'accorder avec les exigences du marché capitaliste mondial dont il dépend étroitement dans les domaines de l'approvisionnement en capitaux et en biens de production et de consommation et pour ce qui est de l'écoulement des matières premières des produits agricoles et de la main-d'œuvre. La modernisation des structures du capitalisme tunisien était le but déclaré que visaient les réformes de Ben Salah (3).

L'intervention de l'Etat — sur laquelle nous reviendrons plus loin — ne pouvait suffire à changer la nature capitaliste de l'économie tunisienne. En aucune façon elle ne pouvait créer la dynamique — sur laquelle les communistes tunisiens fondaient tous leurs espoirs — qui conduirait le régime au socialisme, malgré lui. **Tant que la Tunisie demeurera dans le giron du capitalisme international, tant qu'elle restera aux prises avec les mécanismes du sous-développement qui la maintiendront sous la dépendance de l'impérialisme.**

Dans ces conditions, et contrairement aux affirmations à peine voilées de Ennafaa, les « chances d'un développement économique indépendant » n'ont pas attendu le tournant libéral pour s'effondrer. Elles étaient depuis longtemps compromises en raison de la politique de Ben Salah qui avait bien choisi « de se lier au capital étranger » auquel il n'a cessé de faire appel et de présenter « la porte largement ouverte à la pénétration néo-colonialiste ». Les accords Tunisie-CEE qui consacraient cette orientation en ouvrant le marché européen aux industriels étrangers qui voudraient s'installer en Tunisie, n'ont pas, eux non plus, attendu le tournant libéral pour voir le jour, ainsi que l'insinue le S.G. du PCT.

liales ou personnelles. Telle la nomination de H. Achour, condamné de droit commun, à la direction de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens.

Si l'on ne sait pas ce qu'il advint du vieux militant à la sortie de la réunion, on sait par contre que le jeune avocat « contestataire » fut quelque temps après, « rappelé à l'ordre » par Bahi Ladgham lui-même !

Après les critiques de la base et les réponses de H. Nouira vint l'heure de l'élection du nouveau bureau. La base s'étonna que le nom du secrétaire général sortant, Ben Romdhane, qui figurait sur la liste que les cellules adressèrent à la commission supérieure, n'était pas porté sur la liste officielle proposée par elle aux électeurs. La base exigea alors, outre des explications, que le nom de Ben Romdhane, figure sur la liste. Ce que H. Nouira accepta sur le champ.

Ben Romdhane fut élu en tête de liste avec environ mille voix, très loin devant le second (500 voix).

La victoire de la base fut éphémère. On apprit en effet quelques jours plus tard par la bouche des officiels, que le comité élu à Sousse « avait démissionné » à « l'unanimité » ! Ce qui permit à la Commission supérieure du P.S.D. de faire élire un nouveau d'ouï était exclu Ben Romdhane.

Au-delà de ce personnage, l'anecdote que nous rapportons, montre s'il en était besoin, à quel point sont démagogiques les promesses de libéralisation de la vie politique et de démocratisation des institutions et du Parti.

L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS ET LA RUINE DES PETITS PRODUCTEURS

Ennafaa attribue au « nouveau » régime l'intention de faire subir aux travailleurs « une exploitation accrue au nom des normes capitalistes de rentabilité et de productivité ». Cela ne fait aucun doute que le propre de la libre entreprise est d'exploiter librement la force de travail des masses laborieuses. Mais Ennafaa veut nous faire oublier que c'est au nom de ces mêmes normes que le « socialisme » destourien a conduit lui aussi à une telle exploitation, directement au sein des unités de production et des entreprises, et indirectement par le biais des mesures d'austérité et de la politique des prix destinées à arracher toujours plus de plus-value aux travailleurs. Il n'y a qu'à lire les discours et la presse de l'époque pour s'en convaincre.

Quant aux petits producteurs, sur le sort desquels le S.G. du PCT semble s'apitoyer, parce que, dit-il, menacés par la « concurrence mortelle et la ruine à plus ou moins longue échéance » que leur réserve la nouvelle orientation du régime, ils ont compris, bien plus que les communistes, que c'est le « socialisme » destourien qui voulait leur mort immédiate.

S'il est donc nécessaire de mettre l'accent sur le fait que les petits paysans « libérés des coopératives » sont « devenus une proie facile pour les gros exploitants », il n'est pas moins important de souligner qu'ils subissaient déjà dans ces coopératives l'exploitation la plus éhontée et l'arbitraire le plus total de la bureaucratie ben-salhiste. Au surplus, défendre le ben-salhistisme au nom de la petite production, c'est, non seulement ignorer que leurs intérêts sont contradictoires, mais, de plus, défendre une position économiquement réactionnaire et politiquement opportuniste. Dans quelque régime que ce soit, l'évolution des structures économiques conduit à terme à la disparition des formes pré-capitalistes de production et de distribution c'est-à-dire la boutique et le lopin de terre. Mais le S.G. du PCT ne se préoccupe pas outre mesure de ces considérations.

LA DEMAGOGIE DE LA VOIE SPECIFIQUE TUNISIENNE

Au contraire, il se range délibérément sur les positions du ben-salhistisme, « seule ligne de développement valable pour un pays comme le nôtre », contre la politique actuelle du régime qui cherche la « liquidation des acquis positifs » du « socialisme » destourien.

Parler ainsi, c'est feindre d'ignorer que, outre ses vices de forme, la réforme de Ben Salah était conçue dans le cadre d'une économie capitaliste dont, par ailleurs, les secteurs financier, touristique et industriel étaient censés attirer les capitaux privés étrangers et tunisiens et l'épargne des secteurs agricole et commercial (4). L'intervention de l'Etat dans ces derniers, de même d'ailleurs que sa participation souvent majoritaire aux principaux projets industriels, étaient donc conçus pour épauler le capital privé et non le décourager.

Parler de la « seule ligne de développement valable pour un pays comme le nôtre » c'est vouloir ignorer que le « socialisme » destourien voulait faire de la Tunisie le réservoir d'une main-d'œuvre destinée à l'émigration, un pays ou la sous-traitance au bénéfice des trusts internationaux tient lieu d'industrialisation, une immense plage qu'exploitent les agences touristiques internationales.

Compter comme le fait Ennafaa sur des « acquis positifs », « pour voir édifier une base économique génératrice de développement national » c'est feindre de croire que le développement est possible pour la Tunisie sans une rupture des liens politiques et économiques de domination qui la lient à l'impérialisme. C'est aussi vouloir faire croire à un développement possible dans un aussi petit pays que la Tunisie.

Il est nécessaire de dénoncer cette démagogie qui consiste à faire de la Tunisie une entité politique et économique qui se suffit à elle-même. Le développement économique ne peut valablement se concevoir à notre ère que dans le cadre d'un grand pays sinon d'une région. Conti-

nuer à rabâcher les mêmes sottises sur une voie spécifique pour la construction du socialisme en Tunisie, procède soit de la débilité politique, soit d'une stratégie contre-révolutionnaire qui veut justement qu'un tel but ne soit pas réalisé. Le problème de la construction du socialisme en Tunisie pose, qu'on le veuille ou non, la question d'un cadre élargi à l'échelle du monde arabe, au besoin par étapes. Même les bourgeoisies arabes l'ont comprise qui ont essayé et essayent en vain de réaliser une intégration prudente de leurs économies. Mais ce n'est pas à l'heure où la guerre au Proche-Orient montre la nécessité de lutter contre la balkanisation du monde arabe, que les communistes tunisiens, toujours à contre-courant du mouvement historique, vont changer leur stratégie de « l'intérêt national bien compris ».

Ils persistent au contraire à rester à la traîne du réformisme petit-bourgeois tunisien. « Sûr d'être d'accord avec toutes les forces de progrès, en dehors comme au sein du Parti socialiste destourien, à tous les échelons », Ennafaa prêche le maintien de la politique ben-salhiste, la rectification des erreurs, l'amélioration des méthodes d'application. Bref un réformisme du réformisme. Et c'est dans le cadre « d'un plan d'ensemble », ajoute Ennafaa pour terminer son programme de ravalement du socialisme destourien « que l'entreprise privée peut apporter sa contribution sans danger de pénétration capitaliste étrangère, sans danger pour les travailleurs et les petits producteurs ».

LE MYTHE DU « SECTEUR D'ETAT »

Le tournant libéral qu'a effectué le régime est incontestablement un repli stratégique ; il lui a permis de se consolider après la crise qui l'a ébranlé en donnant satisfaction à la bourgeoisie et aux classes moyennes, pour un temps du moins. Mais il ne change pas fondamentalement la nature du système économique tunisien. Le « ben-salhistisme et le libéralisme » sont les deux cartes qu'a jouées le régime bourguibiste pour sortir de l'impasse historique dans laquelle il s'est engagée. Il est à remarquer qu'il se débat dans des difficultés qui n'ont rien de spécifiquement tunisien mais se retrouvent au contraire un peu partout dans les pays sous-développés dominés par le néo-colonialisme et l'impérialisme.

La seule chose qui pourrait troubler l'observateur qui se penche sur l'expérience de Ben Salah est l'importante intervention de l'Etat dans certains secteurs de l'économie. C'est ce « dirigisme » qui fait parler « d'orientation progressiste » et « d'acquis positifs ».

Mais il ne suffit pas que l'Etat intervienne même massivement, pour qu'on puisse parler de socialisme. Le cas de l'Egypte que les communistes aiment à citer comme « expérience révolutionnaire » (5) le montre assez bien.

Nous pensons en effet que pour que cette intervention soit décisive elle doit d'une part porter sur les secteurs vitaux de l'économie, ceux-là même justement qui ont été ménagés par Ben Salah et qui sont une des sources principales de l'accumulation primitive et d'autre part s'accompagner d'une véritable réforme agraire visant à créer un marché intérieur et à éliminer politiquement et économiquement la bourgeoisie.

Nous pensons aussi que si le développement d'un secteur étatique est une des pièces maîtresses du programme révolutionnaire de développement, celui-ci vaut moins par l'affirmation de ses intentions et la définition de ses objectifs, que par la force politique et sociale qui l'applique et les intérêts qu'il sert.

Nous pensons en effet qu'avec l'évolution des idées en matière de dirigisme étatique, l'étatisation cesse d'être un critère du socialisme. L'intervention de l'Etat est certes une nécessité objective mais en aucune manière l'étatisation ne signifie socialisation. Elle n'est décisive pour l'étouffement des forces vivaces du capitalisme qu'à la condition que les travailleurs interviennent directement et d'une manière intégrée dans les centres de production et de décision, à tous les niveaux, et conjointement à la paysannerie pauvre pour ce qui est de l'organisation des campagnes, ce qui sous-entend l'existence d'un véritable pouvoir révolutionnaire.

Nous pensons enfin que toutes ces conditions ne peuvent produire leur effet et concourir conjointement au développement socialiste de la Tunisie que dans le cadre d'un ensemble plus vaste, plus riche et plus viable économiquement.

Sans cela l'étatisation peut parfaitement être un élément de consolidation du capitalisme et servir les intérêts de la bourgeoisie ou de couches bureaucratiques petites bourgeoisies locales, que l'on voit se développer partout dans les pays sous-développés à la faveur de l'interventionnisme de l'Etat.

(1) « Jeune Afrique », n° 501.

(2) Résolution du 7^e Congrès du PCT.

(3) Voir AN-NIDHAL n° 2 et 3 : Réforme des structures commerciales et agricoles.

(4) Voir l'éditorial du n° 3.

(5) « Sur le choix d'une voie avancée de développement en Tunisie », par Khaled (supplément au n° 11 de « démocratie nouvelle »).

LA FARCE DE LA " DÉMOCRATISATION " !

Le 14 juin s'est tenue à Sousse l'assemblée générale du comité de coordination du gouvernorat de Sousse sous la présidence de H. Nouira, ministre de l'Etat chargé de l'Economie Nationale et membre de la Commission supérieure du Parti. L'assemblée générale, qui réunit les délégués des cellules du P.S.D. du gouvernorat, s'est tenue devant une assistance nombreuse comprenant plus de 1.500 délégués et environ 700 observateurs.

Au cours de la discussion qui a suivi la lecture du rapport présenté par le secrétaire général du bureau sortant, Mohamed Ben Romdhane, les interventions furent nombreuses et certaines d'entre elles ne ménagèrent pas le gouvernement. Celle, entre autres, d'un vieux militant qui s'éleva contre l'atteinte aux libertés individuelles et les abus des autorités, en particulier la Garde Nationale, fut assez remarquée, d'autant plus que ce vieux militant prit soin de s'interroger sur le sort qui pourrait lui être réservé à l'issue de cette réunion. Il paraissait manifestement craindre que l'état dictatorial du régime ne se desserrât un moment que pour mieux assainir les rangs du Parti de l'opposition latente qui se révélerait au cours de la « campagne populaire ».

L'intervention d'un jeune avocat stagiaire dénonça longuement les pratiques bureaucratiques des autorités qui font appel à la base uniquement pour applaudir ce qui a été décidé en haut lieu, tels les remaniements ministériels et les diverses nominations à des postes de responsabilités opérés souvent sur la base de relations fami-

Pour un REGROUPEMENT de la GAUCHE REVOLUTIONNAIRE en TUNISIE

L'absence d'une gauche révolutionnaire structurée est une des données principales de la vie politique tunisienne. A aucun moment de l'histoire de la Tunisie, les forces de gauche n'ont été en mesure de fournir une réponse à ce problème.

Le XX' Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S., au cours duquel furent révélés au grand public les crimes de Staline, donna le coup d'envoi à quelques tentatives d'organisation de groupes d'extrême-gauche.

LA DISPERSION : FACTEUR DE PARALYSIE ET D'ERREMENTS POLITIQUES

Aujourd'hui, la dispersion des militants demeure encore la principale caractéristique de la gauche révolutionnaire tunisienne. Elle est source de désarroi et de sentiment d'impuissance.

Cette situation n'est pas sans danger. D'abord, elle suscite le découragement et la démobilitation qui aggravent à leur tour la dispersion et conduisent à l'intégration des militants dans le système.

Elle a en effet déjà suscité, au sein du groupe Perspectives, sur la base d'une analyse erronée de la situation politique jugée pré-insurrectionnelle — un donquichisme politique et des pratiques aventuristes.

Aujourd'hui, le problème rebondit. A la faveur de la crise du régime et de la « consultation populaire » lancée par le P.S.D., et devant l'absence totale de perspectives à terme de réaliser une jonction avec les masses, l'idée a germé dans certains milieux intellectuels d'entreprendre une activité politique dans le cadre et sur des objectifs démocratiques.

Par les problèmes qu'elle pose, cette idée mérite d'être largement débattue. Ils sont de deux sortes : ceux liés à la situation intérieure tunisienne et dont ne semblent pas tenir compte les partisans de l'agitación démocratique.

PROBLEMES LIES A LA SITUATION INTERIEURE

On peut d'emblée affirmer que, compte tenu de la nature du régime et de ses difficultés qui lui imposent un encadrement et un contrôle très strict de tous les secteurs de la vie politique tunisienne, le pouvoir ne tolérera jamais la moindre organisation autonome.

De surcroît, à supposer que l'idée prenne forme, quels seront les rapports de ce comité avec les groupes politiques existants ? Sera-t-il un organisme indépendant agissant dans le cadre d'une plate-forme adoptée par tous les participants, groupes et militants non organisés, à laquelle les uns et les autres se plieraient ?

Le rapport de force entre eux qui décidera de cette distribution et de l'orientation politique de ce comité. La très enrichissante expérience du comité pour la libération de Ben-Jennet est là pour nous apprendre que ce genre d'organisme n'est voué à la paralysie dans le premier cas, à l'accaparement par le groupe le plus fort dans le second (1).

PROBLEMES DE TACTIQUE REVOLUTIONNAIRE

Enfin, il ne suffit pas de créer un point d'agitación démocratique pour joindre et encore moins mobiliser les masses populaires, surtout quand cette agitación se situe en marge de leurs préoccupations, ou est perçue différemment par elles. Une fois rentré en possession de son lopin de terre, le paysan cherche plus à avoir un libre accès au marché qu'à doser la part de pouvoir à attribuer au législatif et à l'exécutif.

Si en effet, l'agitación démocratique s'appuie sur les intellectuels et certains milieux petits-bourgeois sensibles à ses thèmes, l'organisation grâce à laquelle cette agitación est menée ne peut se soustraire à l'idéologie petite-bourgeoise d'essence réformiste et opportuniste sous peine de se couper de sa base.

Ainsi, la théorie du FOCO (foyer) qui fait de la colonne de guérilla l'élément déterminant de mobilisation des masses paysannes et urbaines, par les coups qu'elle assène au régime, a été développée par l'équipe castro-guevariste à partir de la systématisation de l'expérience de la révolution cubaine.

Ces deux exemples montrent bien que la jonction avec les masses n'est pas de nature mécanique, qu'elle exige, outre l'action armée, une longue préparation politique. Ils montrent aussi que l'audace et le courage d'une minorité décidée de militants révolutionnaires ne peut remplacer les capacités de mobilisation et d'organisation d'un parti révolutionnaire.

La conception insurrectionnelle est en quelque sorte une réplique à la théorie du FOCO ; elle privilégie l'insurrection des masses urbaines à court terme en tablant sur leur combativité et l'existence d'une crise économique profonde. Cette conception sous-estime le rôle du parti révolutionnaire aussi bien dans la préparation de cette insurrection que dans l'affrontement avec l'appareil de répression à chaque étape de la lutte.

C'est à la construction de cette avant-garde, à partir d'un regroupement des militants révolutionnaires, qu'il faut actuellement travailler. Cette avant-garde est indispensable au mûrissement du mouvement révolutionnaire en Tunisie. La clarification politique et idéologique fait, en effet, cruellement défaut. La confusion qui en résulte sert directement la stratégie du nationalisme petit-bourgeois bourgeois et panarabe. Tant que le niveau de conscience des masses laborieuses ne suit pas l'exacerbation des contradictions sociales, et ne s'accroît pas à mesure que s'approfondit la crise du régime, tant

que la bourgeoisie tunisienne pour sa part et le nasséro-baathisme pour la sienne continueront à les exploiter l'une, économiquement, l'autre, idéologiquement. L'agitación et la propagande dans les rangs de la classe ouvrière et surtout parmi les jeunes travailleurs sont donc fondamentales. Le travail dans le syndicat est à cet égard de première importance.

En conclusion : les données politiques tunisiennes actuelles ont rendu alléchant, la perspective d'une agitación sur des thèmes démocratiques. Cette activité n'est ni à négliger ni à sous-estimer. Mais, considérée comme l'axe d'un regroupement des militants de gauche, hors de toute stratégie révolutionnaire et de toute action menée en direction de la classe ouvrière, cette agitación risque de dénaturer le sens même de leur combat.

LE PROBLEME DE LA JONCTION AVEC LES MASSES N'EST PAS UN PROBLEME SPECIFIQUEMENT TUNISIEEN

A la base de l'idée de mener une agitación autour des thèmes démocratiques, se trouve ce sentiment d'incapacité qu'éprouvent nombre de militants de gauche à réaliser leur jonction avec les masses laborieuses. Ce sentiment est d'ailleurs exacerbé par le fait que cette carence historique de la gauche tunisienne est perçue comme une des caractéristiques, sinon la caractéristique principale, du mouvement révolutionnaire en Tunisie.

Ainsi, la théorie du FOCO (foyer) qui fait de la colonne de guérilla l'élément déterminant de mobilisation des masses paysannes et urbaines, par les coups qu'elle assène au régime, a été développée par l'équipe castro-guevariste à partir de la systématisation de l'expérience de la révolution cubaine.

Ces deux exemples montrent bien que la jonction avec les masses n'est pas de nature mécanique, qu'elle exige, outre l'action armée, une longue préparation politique. Ils montrent aussi que l'audace et le courage d'une minorité décidée de militants révolutionnaires ne peut remplacer les capacités de mobilisation et d'organisation d'un parti révolutionnaire.

C'est à la construction de cette avant-garde, à partir d'un regroupement des militants révolutionnaires, qu'il faut actuellement travailler. Cette avant-garde est indispensable au mûrissement du mouvement révolutionnaire en Tunisie. La clarification politique et idéologique fait, en effet, cruellement défaut. La confusion qui en résulte sert directement la stratégie du nationalisme petit-bourgeois bourgeois et panarabe. Tant que le niveau de conscience des masses laborieuses ne suit pas l'exacerbation des contradictions sociales, et ne s'accroît pas à mesure que s'approfondit la crise du régime, tant

DES TRACTATIONS DE COULISSES A LA LIQUIDATION OUVERTE LES ETATS ARABES JETTENT LE MASQUE!

UN COMLOT BIEN OURDI

Entre les impérialismes américains, l'Etat d'Israël, les Etats arabes et la bureaucratie soviétique, une entente évidente va s'établir pour faire aboutir le plan Rogers et écarter tous les obstacles sur son chemin.

Ainsi, la propagande nassérienne va-t-elle se mettre en branle pour expliquer aux masses que le plan Rogers est une victoire (pas moins que ça) ; ne va-t-on pas, en effet, acculer Israël à figurer au banc des accusés et à se mettre à dos l'opinion internationale puisée, de toute évidence, cet Etat opposera un refus au plan Rogers ?

Encore que la presse française, et même internationale, ne commente guère la très importante entrevue Hassan II - Dr Goldmann, celle-ci continue à intéresser au plus haut point les chancelleries mondiales.

Quand nous avons révélé, en toute exclusivité mondiale, cette importante entrevue, la première entre un chef d'Etat arabe et le chef de la Diaspora internationale, nous avions, le jour même elle se déroulait dans le plus grand secret, indiqué ses motivations essentielles (« Evénements et Perspectives » du 25 juin).

— Tentative du roi Hassan de réapparaître au premier plan, à terme, sur la scène moyen-orientale, pour résoudre ses problèmes intérieurs aussi bien au plan politique, qu'économique.

Dans cet esprit, l'acceptation par Hassan II de recevoir le Dr Goldmann était aussi un prologue au grand discours d'ouverture politique vers les libéraux marocains que le roi va tenter dans une dizaine de jours, le 9 juillet.

— C'est aussi, et nous l'avons dit dès le 26 juin, une accélération des efforts du Dr Nahum Goldmann pour parfaire l'œuvre de dissociation du clan des « super-vautours » israéliens qui tiennent le pouvoir en Israël et bloquent toute action internationale en vue de chercher efficacement une solution moyenne au conflit.

— Il est apparu, dès lundi (« Evénement et Perspectives » de ce jour), que les U.S.A., ou du moins le département d'Etat, appuyaient sans réserve l'idée de la rencontre Goldmann-Hassan II avec l'idée également, d'obtenir à terme la libération de l'équipe dirigeante israélienne par l'élimination de Golda Meir et du clan ultra-nut l'entourage.

Mais aussi, faut-il considérer que le rencontre Goldmann-Hassan II ne s'est pas contentée d'évaluer les risques pour tous d'une absence de règlement de la crise moyen-orientale et notamment de la radicalisation qu'elle entraîne vis-à-vis de la survie des régimes modérés arabes.

AIDE FINANCIERE AMERICANO-DIASPORA AU MAROC

En effet, selon nos informations, le Dr Nahum Goldmann, chef de la Diaspora, après ses entretiens avec le roi Hassan et son premier ministre, a longuement rencontré le Dr Ben Zaken, ancien minist-

politique du Raïs ; on verra même deux organisations fantoches de résistance, manipulées par les services secrets égyptiens, apporter leur soutien au Raïs et applaudir à la solution pacifique.

Quant aux Etats arabes, ils vont se diviser en deux groupes, en fonction de leur attitude vis-à-vis du plan Rogers. Le premier groupe comprenant les fédéraux et les réactionnaires (Liban, Tunisie, Koweït, ...) donne son appui sans réserves ; le second comprenant les soi-disant progressistes (Algérie, Irak, ...) dénonce vigoureusement le plan et le rejette.

Il est inutile de préciser que l'attitude démagogique du Baath irakien et du gouvernement de Boumedienne était dictée essentiellement par des considérations de politique intérieure.

(Les événements ultérieurs devaient, d'ailleurs, le montrer de façon éclatante).

Pour le Baath irakien isolé à l'intérieur par les liquidations sanglantes de révolutionnaires, enlisé dans le problème kurde qui est loin d'être définitivement réglé (voir interview de Barzani au « Nouvel Observateur »), déchiré enfin par le conflit entre civils et militaires, la tentation de chercher une diversion extérieure est très forte.

Quant au régime de Boumedienne, éloigné par des milliers de kilomètres du champ de bataille, son attitude intransigente ne lui coûte rien. En revanche, elle lui permet de redorer, à peu de frais, son blason terni face aux masses algériennes.

Enfin, le Baath syrien a un jeu plus subtil. Bien que rejetant les proposi-

UNE FOIS LA PAIX ENGAGÉE, LE MAROC DEVIENDRAIT LE BANC D'ESSAI DE LA COOPERATION JUDEO-ARABE

Le bulletin « EVENEMENTS ET PERSPECTIVES » qui a « révélé en toute exclusivité mondiale », l'importante entrevue HASSAN II - Dr GOLDMANN qui a eu lieu au Maroc, fait état dans son numéro du 2-7-70 des problèmes qui y ont été abordés.

Nous soumettons à la réflexion des militants le texte de l'article publié par ce bulletin dont la diffusion restreinte risque de le soustraire à leur attention (1).

Encore que la presse française, et même internationale, ne commente guère la très importante entrevue Hassan II - Dr Goldmann, celle-ci continue à intéresser au plus haut point les chancelleries mondiales.

Quand nous avons révélé, en toute exclusivité mondiale, cette importante entrevue, la première entre un chef d'Etat arabe et le chef de la Diaspora internationale, nous avions, le jour même elle se déroulait dans le plus grand secret, indiqué ses motivations essentielles (« Evénements et Perspectives » du 25 juin).

Dans cet esprit, l'acceptation par Hassan II de recevoir le Dr Goldmann était aussi un prologue au grand discours d'ouverture politique vers les libéraux marocains que le roi va tenter dans une dizaine de jours, le 9 juillet.

— C'est aussi, et nous l'avons dit dès le 26 juin, une accélération des efforts du Dr Nahum Goldmann pour parfaire l'œuvre de dissociation du clan des « super-vautours » israéliens qui tiennent le pouvoir en Israël et bloquent toute action internationale en vue de chercher efficacement une solution moyenne au conflit.

— Il est apparu, dès lundi (« Evénement et Prospect. » de ce jour), que les U.S.A., ou du moins le département d'Etat, appuyaient sans réserve l'idée de la rencontre Goldmann-Hassan II avec l'idée également, d'obtenir à terme la libération de l'équipe dirigeante israélienne par l'élimination de Golda Meir et du clan ultra-nut l'entourage.

Mais aussi, faut-il considérer que le rencontre Goldmann-Hassan II ne s'est pas contentée d'évaluer les risques pour tous d'une absence de règlement de la crise moyen-orientale et notamment de la radicalisation qu'elle entraîne vis-à-vis de la survie des régimes modérés arabes.

AIDE FINANCIERE AMERICANO-DIASPORA AU MAROC

En effet, selon nos informations, le Dr Nahum Goldmann, chef de la Diaspora, après ses entretiens avec le roi Hassan et son premier ministre, a longuement rencontré le Dr Ben Zaken, ancien minist-

politique du Raïs ; on verra même deux organisations fantoches de résistance, manipulées par les services secrets égyptiens, apporter leur soutien au Raïs et applaudir à la solution pacifique.

Quant aux Etats arabes, ils vont se diviser en deux groupes, en fonction de leur attitude vis-à-vis du plan Rogers. Le premier groupe comprenant les fédéraux et les réactionnaires (Liban, Tunisie, Koweït, ...) donne son appui sans réserves ; le second comprenant les soi-disant progressistes (Algérie, Irak, ...) dénonce vigoureusement le plan et le rejette.

Il est inutile de préciser que l'attitude démagogique du Baath irakien et du gouvernement de Boumedienne était dictée essentiellement par des considérations de politique intérieure.

l-il pas, en effet, la fin de l'état de belligérance et le respect de l'intégrité territoriale de tous les Etats de la région ? Or, comment assurer la sécurité d'Israël et garantir ses frontières sans liquider la Résistance ? Pour faire la paix avec Israël, il est donc indispensable de lever l'hypothèque palestinienne qui pèse sur les négociations.

Entre les intérêts de sa classe et les droits imprescriptibles du peuple palestinien, Nasser n'hésite pas ; son choix était déjà fait depuis novembre 67. C'est lui qui se chargera donc, comme il l'a assuré aux dirigeants du Kremlin (les Palestiniens, je m'en charge...) d'écartier l'obstacle palestinien. Mais la position du Raïs dans le monde arabe ne lui permet pas d'agir ouvertement. Il fera accomplir la sale besogne par ses alliés les plus fidèles.

A Kadhafi, dont la débilité politique n'est plus à démontrer, incombera la tâche de porte-parole du Caire pour toutes les déclarations gênantes ; tandis que Hussein assurera la mise au pas de la Résistance et éventuellement sa liquidation totale.

Tant que les chances de négociation avec Israël paraissent incertaines, le Raïs se contentera de maintenir un équilibre entre Hussein, son allié privilégié pour les négociations, et la Résistance, dont il se sert comme carte tactique de pression dans son face à face avec les sionistes et leurs alliés américains. C'est pour cela que les premiers affrontements entre l'armée de Hussein et la Résistance ont été limités et se sont terminés à chaque fois par le recul de la monarchie jordanienne (février 70, juin 70, etc.). C'est pour cela également que Hussein a toujours déclaré qu'il s'en tiendrait à ce que dirait et ferait le « Président Nasser ».

Mais du jour où Israël a donné son acceptation, et qu'un accord est devenu possible, l'épreuve de force avec la Résistance palestinienne devient inévitable.

L'EXECUTION DU COMPLIT ET LES FAILLESSES DE LA RESISTANCE

Le répit que lui donne le cessez-le feu sur le canal va permettre à Nasser d'avoir les mains libres pour manœuvrer contre la Résistance. En effet, ce n'est pas par hasard qu'un cessez-le feu de trois mois a été décrété ; les négociations israélo-égyptiennes auraient pu, comme pour le Vietnam, se dérouler pendant la poursuite des hostilités. Sans doute, ce délai a-t-il été laissé aux dirigeants arabes pour abattre la Résistance ; on imagine mal une opération de liquidation alors que les combats continuent sur le canal. Et pendant que Nasser manœuvrait, Hussein fourbit ses armes en vue du jour J, tandis que, menacée dans sa propre existence, la Résistance palestinienne offrait l'image du désarroi même.

Après trois ans d'existence, elle était à bout de souffle. Incapable d'affronter militairement la puissance israélienne, elle l'était aussi pour opérer une jonction avec les masses arabes et donner au problème palestinien sa véritable dimension : une dimension arabe. En se refusant à dénoncer aux masses la collusion de leurs dirigeants avec l'impérialisme et le sionisme, sous prétexte de non intervention dans les affaires des Etats arabes, alors que ceux-ci interviennent quotidiennement dans les affaires palestiniennes, la Résistance a contribué à la démobilitation des masses arabes et s'est ainsi trouvée isolée le jour où ses bourreaux ont entrepris de la liquider.

C'est principalement Al Fath, compte tenu de son poids, qui porte la responsabilité de cette situation. Comme nous le disions dans le numéro 2 d' « An Nidhal », cette organisation, de par la nature de classe de sa direction, de par ses liens étroits avec tous les régimes arabes, et par son programme nationaliste borné, ne peut mener le mouvement de résistance qu'à sa perte. Force est de constater que les événements nous ont donné, hélas, raison.

Faut-il souligner que le F.P.L.P., malgré une phraséologie révolutionnariste est resté un mouvement nationaliste chauvin ? Ses liens avec l'Irak et ses méthodes d'action en montrent les limites.

Le F.P.D.L.P., seule organisation pourvue d'une théorie révolutionnaire, a essayé, quant à lui, de lier la lutte palestinienne au processus de révolution dans les pays arabes. Malgré ses insuffisances, cette organisation a marqué un tournant décisif dans l'histoire de la Résistance palestinienne et du mouvement révolutionnaire arabe. Mais, en l'absence d'ins-

truments révolutionnaires dans les autres pays arabes, elle n'a pu, à elle seule, sauver une situation bien compromise.

C'est dans ces conditions d'isolement et sans perspectives bien définies, que la Résistance a affronté ses liquidateurs et a fait les frais du plan Rogers.

Certes, les combattants palestiniens ont opposé une résistance héroïque, surprenant leurs adversaires comme leurs plus fidèles soutiens — qui croyaient en un écrasement rapide ; c'est d'ailleurs dans l'attente d'une liquidation-clair que les Etats arabes ont gardé le silence pendant les premières quarante-huit heures.

LA RECUPERATION DE FATH

C'est, en fait, pour réhabiliter Hussein aux yeux des masses et récupérer une partie de la Résistance que les Etats arabes sont intervenus. Pour couvrir le massacre, ils orchestrèrent la comédie de la réconciliation. Nasser, jetant son poids dans la balance, sauve, une fois de plus, son allié grâce au compromis du Caire, consacrant pratiquement la victoire politique et militaire de Hussein. Ce sera son dernier acte contre-révolutionnaire.

En même temps que la restauration de l'autorité de Hussein sur le pays, le compromis assure la récupération d'une partie de la Résistance, la Résistance dite modérée, ou, pour reprendre l'expression d'un journal libanais, la Résistance-Etat, celle qui pourrait être, un jour, un interlocuteur valable dans des négociations pour un Etat palestinien comprenant la Cisjordanie et Gaza.

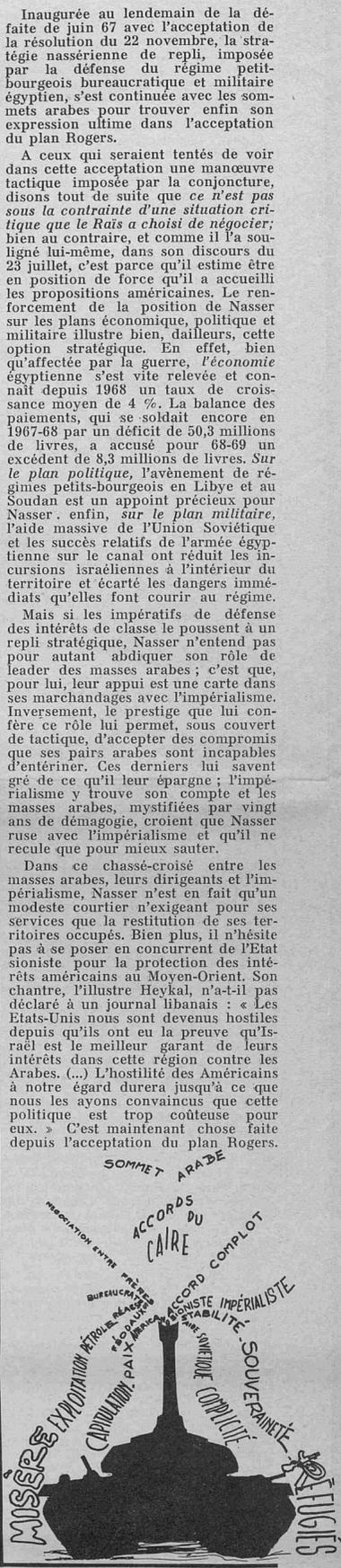
Ce n'est pas par hasard si, pendant la bataille même, le Caire parlait de la « Résistance honnête » et des aventuriers qu'il ne fallait pas confondre dans le même bâtiment ; ce n'est pas par hasard non plus si la presse occidentale et la presse arabe vibrent à l'unisson pour exalter le réalisme et la modération d'Arafat et du Fath ; ce n'est pas par hasard, enfin, si aujourd'hui les porte-parole de Hussein déclarent qu'ils ne reconnaissent que le Fath au sein duquel toutes les autres organisations de résistance doivent fusionner (1).

LES PERSPECTIVES

Maintenant que le double objectif de Hussein et de ses alliés entre dans le domaine de la réalisation (décimer l'aile révolutionnaire et rappeler les modérés à la raison), la solution pacifique, sous forme de plan Rogers ou autre, peut être mise en œuvre. Certes, la disparition de Nasser apporte quelque perturbation à l'application de cette solution. Il ne faut pas oublier, cependant, que la politique du Raïs n'est autre que celle de sa classe ; dans la mesure où le poids de cette classe reste prépondérant en Egypte, il ne peut y avoir de changement dans les options fondamentales.

Pour nous, la leçon à tirer de cette crise, c'est la nécessité vitale pour tous les révolutionnaires arabes d'assurer les conditions subjectives d'un dépassement du programme petit-bourgeois. Si à l'unanimité contre-révolutionnaire des dirigeants a répondu la passivité quasi-générale des masses, c'est en raison de leur totale démobilitation, elle-même liée à leur inorganisation révolutionnaire. Maintenant que l'homme-symbole a disparu, disparaîtront avec lui les espoirs et illusions qui ont nourri l'attente des masses et des intellectuels arabes qui voyaient en lui l'unique possibilité de tenir tête à l'agression permanente américano-israélienne au Moyen-Orient. Tout cela ne peut que contribuer à clarifier la situation, tant en Egypte que dans tout le Proche-Orient, dans la mesure où les contradictions de classes, dans le premier cas, et celles qui opposent la Résistance et le peuple palestinien à l'ensemble des Etats arabes, dans le second, apparaîtront plus clairement aux masses arabes.

(1) « Le Monde » du 6-10-70.



Le diagramme illustre les liens étroits entre l'exploitation, le capitalisme, la misère, la complexité, l'impérialisme et la complicité dans le processus de dégradation de la situation au Proche-Orient. Il met en évidence la manière dont ces facteurs s'entretiennent et se renforcent mutuellement, contribuant à la déstabilisation des sociétés et à la souffrance des populations.

(1) Lire l'article « La vérité sur le comité Ben-Jennet » dans le n° 1 d'AN-NIDHAL.

EN ATTENDANT LE MASSACRE

24 thèses sur la situation actuelle

Les thèses ci-dessous publiées ont été rédigées en arabe à l'intention des militants des bases de la Résistance. Elles ont été diffusées parmi les intéressés en Jordanie.

Nous avons jugé que le nécessaire débat qui doit s'engager à l'échelle du monde arabe sur les leçons politiques à tirer de la tragédie palestinienne et sur les tâches politiques de la période à venir, nous fait un devoir d'ouvrir nos colonnes à tous les révolutionnaires, et ce malgré l'existence de divergences.

En l'occurrence, certains jugements et appréciations, dans le texte, n'engagent nullement « An-Nidhal ». Surtout, ce document sous-estime, à notre avis, le rôle du FPDLP en tant qu'organisation mais aussi en tant que programme. Pour ce qui est des insuffisances du FPDLP, elles tiennent tout autant aux conditions qui lui ont donné naissance qu'à son quasi-isolément en tant qu'avant-garde marxiste au sein du monde arabe.

L'absence de partis révolutionnaires dans les pays arabes susceptibles d'épauler la lutte palestinienne est, d'ailleurs, une des causes principales de la faiblesse de toute la résistance et de sa défaite militaire récente face à ses bourreaux arabes.

Il est vain d'attendre que la résistance, ou une de ses fractions, « se préoccupe d'élever les masses arabes à la conscience de leurs intérêts historiques » et « de

défendre leurs intérêts quotidiens contre les classes exploiteuses et les régimes policiers », avant même que ces masses ne soient pourvues d'une organisation révolutionnaire capable de lutter de l'intérieur contre les Etats arabes, et d'articuler son combat avec celui de la résistance. Celle-ci peut, certes, aider jusqu'à un certain point, à la prise de conscience des masses populaires. Mais en aucune manière elle ne peut se substituer aux organisations révolutionnaires locales pour les tâches d'agitation et de propagande. C'est ce qui explique l'incroyable passivité des masses arabes face à l'entreprise d'extermination du peuple palestinien conduite par Hussein.

Le document élude donc totalement la question fondamentale du parti révolutionnaire arabe qui doit mener à bien la révolution arabe dont la lutte palestinienne n'est que le front le plus avancé. Cela conduit à des conclusions à notre avis insuffisantes, telles que celles qui consistent à trouver dans la nature de classe de la direction de la résistance la raison de son incapacité « de transformer le massacre qui l'attend en une insurrection arabe générale et victorieuse ». Certes, la direction est pour quelque chose dans cette incapacité ; mais nous pensons qu'une insurrection arabe générale et victorieuse ne peut être conduite par la seule résistance quelque puisse être son niveau théorique, politique et programmatique, ni par les seules masses arabes livrées à elles-mêmes et dont on attend qu'elles « s'auto-organisent ».

1

A partir de maintenant, les mots doivent avoir la même fonction que les balles. On doit passer de l'allusion pudique à l'accusation ouverte. Les masses doivent connaître toutes les vérités et toute la réalité quelle que soit leur amertume.

2

A travers la mise en pratique du compromis en cours, la véritable défaite aura lieu en 1970 ; car elle implique la liquidation de la résistance palestinienne qui est potentiellement le début de tous les véritables combats futurs des masses arabes. La défaite de 1967 est exclusivement celle des classes bureaucratiques militaires arabes, même si le mouvement des masses n'est pas encore parvenu à leur faire payer la note. Celle de 1970 sera notre propre défaite.

3

Pourquoi toutes les parties de la contre-révolution arabe et mondiale mettent-elles tant de zèle à précipiter un règlement rapide au conflit qui oppose l'Etat d'Israël aux Etats arabes ? Nombreuses sont les raisons qui poussent Arabes, Russes, Américains et Israéliens à conclure un accord qui puisse sauvegarder l'essentiel de leurs intérêts mutuels. Mais la raison décisive, le dénominateur commun qui unit tous les protagonistes, reste « la peur de la radicalisation des masses » comme l'atteste le document sur la rencontre Goldmann-Hassan II, aussi bien que les confidences des diplomates soviétiques. Une simple lecture de la grande presse mondiale confirme l'analyse de Nahum Goldmann, parue dans « le Monde » du 30 mai 1970. Quant à Washington, elle a, depuis l'avènement de Nixon, pour mot d'ordre « Eviter un nouveau Vietnam », étant militairement et économiquement incapable d'affronter victorieusement plus d'un Vietnam.

4

Toutes les directions de la résistance n'ont jamais cessé de se bercer de l'illusion que « le Kremlin est en fin de compte avec la révolution ». Les faits — pour ne citer que les derniers en date — se chargent de démentir de telles illusions qui ne sont que l'expression d'un stalinisme qui se veut critique : La classe bureaucratique qui gouverne l'URSS a pour stratégie le maintien du statu-quo et la coexistence pacifique — pour ne pas dire amicale — avec la contre-révolution impérialiste. Sous Staline, le Kremlin n'avait pas d'autre politique, mais la couvrait d'une fermeté phraséologique. Aujourd'hui, la classe bureaucratique qui est arrivée à harmoniser son idéologie avec sa pratique n'a même plus besoin de ce couvert mensonger. Cela ne signifie nullement qu'il n'y a pas de contradictions — même parfois aiguës — entre le Kremlin et la Maison Blanche. Mais il s'agit de contradictions concurrentielles en vue de se partager les marchés et les zones d'influence à travers le monde ; elles ont été, jusqu'à présent résolues sur la table des négociations et non sur le champ de bataille, toujours et fondamentalement au dépend de la révolution internationale et des peuples opprimés. Le marché soviéto-américain, conclu en vue de la double liquidation — celle physique de la résistance, et politique des droits nationaux du peuple palestinien et des aspirations des masses arabes à se libérer des intérêts impérialistes et de toutes classes qui les oppriment — est la preuve la plus récente de la nature contre-révolutionnaire du capitalisme bureaucratique d'Etat, à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie.

5

Le comble du ridicule est atteint quand certaines organisations — notamment El Fath — comptent sur l'intransigence des dirigeants israéliens pour refuser la solution pacifique et permettre ainsi l'éclatement d'une crise révolutionnaire. Au lendemain de l'acceptation par Nasser du Plan Rogers, « Fath » se contente de déclarer : « le refus israélien se chargera de torpiller le Plan Rogers », au lieu d'en appeler aux masses, qu'on laisse encore sans armes, pour le « torpiller » réellement. Un tel « calcul » dévoile, encore une fois, la profondeur de la stupidité politique des directions palestiniennes. Contrairement à une opinion courante au sein de la résistance, entretenue par la presse arabe, les conquêtes territoriales qui furent l'objectif du mouvement sioniste, quand ses adeptes étaient « un peuple sans terre », ont perdu de leur importance, maintenant qu'Israël est une « terre sans peuple suffisant », et une économie développée privée d'un vaste marché de consommateurs. Ce qui importe au capitalisme israélien est aujourd'hui « la paix », des frontières sûres, fermées aux Palestiniens, reconnues par les Etats arabes et « ouvertes à la libre circulation des personnes et des marchandises » (A. Eban, « Le Monde », 25-7-70).

6

Les éléments lucides parmi les hommes d'Etat israéliens ont trouvé la « solution finale » du problème palestinien dans la création d'un Etat palestinien arabe digne de ce nom sur les deux rives du Jourdain (voir les confidences de Dayan révélées par J. Lacouture dans le

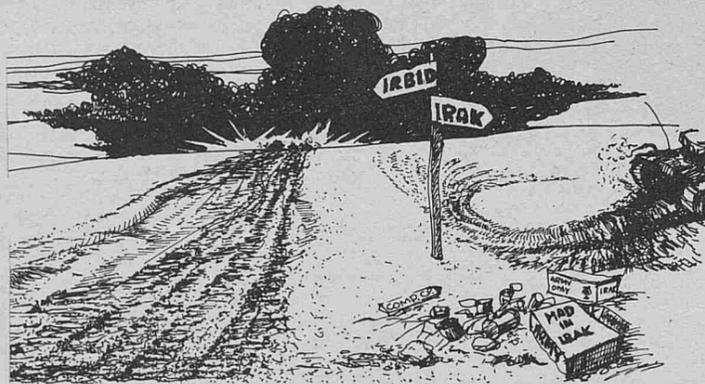
« Nouvel Observateur » du 19-7-70, et sa déclaration où il accepte le Plan Rogers : « Je considère très important de se comporter de manière à ne pas perdre la possibilité du dialogue avec les Palestiniens de la Cisjordanie, car c'est avec eux que nous devons vivre pour le mieux et pour le pire et nous devons reconnaître ce fait. »)

7

Cet Etat palestinien préconisé par Dayan ne manquera pas de candidats parmi les directions de la résistance palestinienne, notamment celle de Fath. Que les bases de la résistance sachent que, dorénavant, l'ennemi le plus redoutable est à l'intérieur de nos frontières et au sein même de nos rangs. Il est significatif de relever ici le témoignage apporté par Hassan II qui, après avoir rencontré Goldmann, déclara à J. Daniel (« Nouvel Observateur » du 6-7-70) qu'il est plus que jamais convaincu de l'urgence et de l'importance des efforts qui contribuent à renouer le dialogue judéo-arabe à l'intérieur de la Palestine. « J'ai discuté avec les dirigeants de Fath et je crois qu'ils sont lucides ». La « modération » de Fath — dont l'objection la plus sérieuse semble être son éloignement de la table des négociations — ne fait plus de mystère même pour les journaliers les plus attardés.

8

De par leur nature de classe, leur retard chronique, économique et technologique, tous les régimes arabes sont incapables d'affronter victorieusement Israël dans une guerre classique. Ce genre de guerre entre un pays développé et un autre sous-développé est devenu anachronique. Ce n'est pas par hasard si la Chine bureaucratique se prépare à reprendre sa stratégie de la longue guerre populaire en cas d'invasion russe ou américaine. Pour les masses des pays sous-développés, le seul moyen de se libérer de leurs oppresseurs nationaux et étrangers reste la lutte révolutionnaire armée. Les régimes arabes qui n'ont rien à voir avec une telle lutte, considèrent au contraire que l'armement et l'auto-organisation des masses est la corde avec laquelle ils seront pendus. C'est pourquoi ils n'hésitent pas à composer avec leur pseudo-ennemi afin d'étouffer leur véritable ennemi : les masses ouvrières et paysannes révolutionnaires.



9

C'est seulement en armant et en organisant les masses au sein de conseils ouvriers, paysans et populaires (dans les camps de réfugiés et dans les villes), démocratiquement élus, que la résistance peut s'élever au niveau de ses tâches historiques ; alors, les moyens correspondront à la fin poursuivie : non la « liquidation des traces de l'agression » mais celle de ses causes principales : les régimes arabes établis, les intérêts impérialistes et l'Etat d'Israël. La dernière bataille décisive de la révolution arabe sera contre l'Etat d'Israël et ce après avoir réuni les instruments essentiels de la victoire : une armée révolutionnaire arabe, une guérilla qualitativement et quantitativement développée et une milice populaire ; en un mot, le peuple en armes. Pour y parvenir, il est nécessaire d'abattre la muraille de Chine que constituent les régimes arabes établis, et de nationaliser immédiatement le pétrole arabe.

10

Sachons gré à Nasser de s'être chargé de démentir la thèse des théoriciens du dernier quart d'heure, qui divisent les régimes arabes en deux camps : celui des « patriotes anti-impérialistes et amis de la résistance » et celui des « réactionnaires qui, de connivence avec la contre-révolution, préparent la liquidation de la résistance ». ... Maintenant, tout est clair, sauf pour ceux dont les yeux sont atteints de jaunisse. Tous les régimes arabes, à des degrés divers, sont contre-révolutionnaires. A travers les régimes traditionnels, l'impérialisme fait passer directement ses plans, et à travers les régimes militaires « patriotiques », les deux impérialismes (russe et américain) font passer le compromis auquel ils arrivent (Plan Rogers, entre autres), afin de freiner le mouvement révolutionnaire et de l'abattre par la suite.

11

Rares sont les éléments parmi les dirigeants de la résistance qui étaient effectivement conscients — et donc qui s'y préparaient réellement — de l'inéluctable affrontement sanglant avec les régimes « patriotiques ». Jusqu'à ce jour, aucune organisation palestinienne n'a osé mettre Nasser au banc des accusés. Les plus audacieuses d'entre elles se contentent d'allusions pudiques à peine critiques. Quant à G. Habache, il a refusé (dans sa conférence de presse) de considérer Nasser comme un ennemi de la résistance, car celle-ci n'a, d'après lui, qu'un seul ennemi : l'impérialisme. Comme si c'était l'impérialisme qui avait annoncé du Caire son acceptation du Plan Rogers et supprimé les émissions palestiniennes, et non pas le « Raïs de la Nation arabe », ce gel qui étouffe le printemps des peuples arabes ! De même, la « gauche » et la droite de la résistance communient dans le silence sur le rôle abject des tsars de la bureaucratie de Moscou dans la préparation de l'assassinat de la résistance et de la révolution arabe. C'est sûrement là le fameux « soutien soviétique » aux peuples arabes dont se gargarisent les partis staliniens arabes — et, avec eux, certaines organisations de résistance —. Peu d'hommes arrivent à se débarasser des illusions de leur époque. Et ce n'est pas la première fois que la résistance est victime de ses propres illusions et de celles des autres.

12

Jusqu'à présent, la plupart des directions palestiniennes sous-estiment, voire opposent, l'étude de la pensée et de l'histoire révolutionnaires au fétichisme de l'activité militaire pure sous forme d'opérations suicide, sans aucune perspective stratégique. Ainsi, ces opérations sont-elles devenues l'un des facteurs essentiels de pression qui ont accéléré le processus du règlement pacifique. Pis encore, au sud du Liban elles ont abouti à une catastrophe pour la résistance, prise dans le piège d'un affrontement, politiquement mortel, avec l'armée israélienne. Alors que la véritable tâche de la résistance — comme nous l'avons écrit plusieurs fois — consistait d'abord à s'implanter parmi les masses et à gagner leur sympathie et leur adhésion organisée, en vue de renverser, le

« La tâche de la social-démocratie ne consiste pas seulement dans la préparation technique et dans la conduite des grèves mais — et surtout — dans la direction politique du mouvement tout entier. La social-démocratie est l'avant-garde du prolétariat la plus éclairée, celle qui possède le plus la conscience de classe. Elle ne doit, ni ne peut, attendre avec fatalité et les mains croisées, l'apparition de la « situation révolutionnaire », attendre jusqu'à ce que le mouvement spontané du peuple puisse descendre du ciel. Au contraire dans ce cas, comme dans les autres, elle doit rester à la tête du développement des choses et tâcher d'accélérer ce développement ».

ROSA LUXEMBOURG

moment venu, le rapport de force militaire avec l'adversaire, la résistance n'a pas trouvé mieux que de combattre pour combattre. Tout en ne cessant de prêcher « la création d'un Vietnam arabe », les chefs de la résistance semblent ignorer jusqu'aux principes les plus élémentaires de l'expérience vietnamienne. Avant de reprendre sérieusement la lutte armée et de créer le FNL, les révolutionnaires vietnamiens, devant lesquels les chefs de la Résistance doivent s'incliner modestement, n'ont pas mis moins de six ans de préparation politique. Quant aux multiples « fronts » de la résistance qui pousent comme des champignons, ils annoncent publicitairement leur acte de naissance par des coups de feu, le plus souvent à caractère terroriste (Rome, Zurich, Athènes, Munich — et on en passe).

13

Le désarroi qui s'empare des dirigeants de la résistance à l'occasion de chaque dévotion, à l'évidence, leurs possibilités réelles de pouvoir s'en sortir lors de la crise finale.

14

A la veille de l'alternative qui attend la résistance : disparaître ou devenir le contraire de ce qu'elle est, il importe que les bases de la résistance se posent les vrais problèmes afin d'entrevoir les véritables solutions.

1) Le mouvement de résistance s'est avéré totalement incapable, à travers ses relations multiformes avec les régimes arabes et leurs prolongements politiques d'une part, et avec les masses palestiniennes et arabes d'autre part, de prendre conscience de ses propres tâches. Il n'a pas su discerner le soutien de ceux dont les intérêts

de classe les poussent naturellement vers lui, de l'appui de ceux qui ne l'étreignent que pour mieux l'étouffer. Le programme de la résistance et sa pratique ne diffèrent — quant à l'essentiel — en rien de ceux des régimes arabes. Elle ne s'est jamais préoccupée d'élever les masses arabes à la conscience de leurs intérêts historiques, ni de défendre leurs intérêts quotidiens contre les classes exploiteuses et les régimes policiers. Tout au contraire, on a vu El Fath, en véritable briseur de grève, envoyer ses troupes menacer et réquisitionner les ouvriers du tabac et du bâtiment à Amman. Le FPDLP, quant à lui, n'a même pas eu le courage de défendre publiquement ses propres militants contre la police du Caire et de Bagdad. Pire encore, le FPLP de G. Habache, que la canaille de la presse bien pensante, de droite et de gauche, présente comme « l'extrémiste pur et dur », s'est montré systématiquement complice de ses bailleurs de fonds dans tous leurs crimes, et contre les ouvriers assassinés dans les rues de Bagdad et contre le peuple kurde.

2) Aucun effort sérieux en vue d'élaborer un programme et une théorie révolutionnaires cohérents n'a été effectué par aucune des fractions de la résistance, toujours prosaïquement empiriques.

15

Il est maintenant primordial que les bases de la résistance, en se libérant de leurs chefs qui freinent plus que jamais le mouvement, jugent les régimes arabes non à partir de ce qu'ils disent mais de ce qu'ils font, non comme ils se présentent mais comme ils sont réellement. Nous ne pouvons croire que les bureaux des masses et des éléments révolutionnaires dans leur pays puissent être des alliés sincères de la résistance.

16

Parmi les caractéristiques principales de la bureaucratie militaire arabe on trouve la publicité et la surenchère. Sur ses lèvres les mots ont perdu toute leur signification ; on a traduit révolution par coup d'Etat, socialisme scientifique par socialisme policier, la lutte contre l'impérialisme américain par l'acceptation « sans conditions ni réserves » (Nasser) de ses plans. Le terme refus du Plan Rogers opposé par le Baas syrien n'est que le couvert de son acceptation effective, et dont personne ne doute plus maintenant. Le refus comique de Boumedienne s'explique par cette fantastique acrobatie qui arrive à concilier « le droit de chaque Etat arabe de décider de son sort en toute souveraineté » et « le soutien algérien à la résistance ». Comment la Jordanie, par exemple, peut-elle décider « en toute souveraineté » de son sort, sans décider du même coup de celui de la résistance et du peuple palestinien ? Comment le gouvernement algérien va-t-il traduire ce soutien ? (1) Boumedienne a déjà envoyé ses rivaux sur le Front de Suez pour... arriver à l'application de la résolution du 22 novembre 1967. A la résistance, il a envoyé le triste Kaïd Ahmed, à la tête de la **commission des quatre**, afin de la « convaincre » d'accepter les exigences de Hussein. L'idée d'envoyer même quelques centaines de volontaires pour « soutenir » la résistance menacée lui est tout à fait étrangère.

17

Le tapage publicitaire qui a accompagné le refus verbal et intéressé de l'aile baasiste de la classe militaire irakienne ne doit tromper personne. Cette occasion doit être la dernière pour démasquer tous les comédiens de la tragédie palestinienne. La portée de la position irakienne se révèle sous son vrai jour en rappelant ne serait-ce que le passé tout récent de ses artisans :

a) Le régime irakien a publiquement soutenu le gouvernement libanais contre les Fedayine pendant la crise de novembre 1969.

b) Lors des crises de février et de juin 1970 à Amman, le Baas irakien est resté fidèle à sa position anti-palestinienne. C'est G. Habache lui-même, considéré par Bagdad comme le numéro 1 de la résistance, témoin à charge inattaquable, qui l'a confirmé aux journalistes (voir « Nouvel Observateur » du 26-7-70).

c) Seuls les gens de courte mémoire ont oublié que c'est le Baas irakien contre-révolutionnaire, qui a été le premier à entrevoir les risques de contamination par la résistance des masses irakiennes — qui ont de tous temps vécu sous l'ombre des potences — et a promulgué ses fameux 14 points qui interdisent pratiquement toute activité palestinienne en Irak.

d) A moins d'être un Gilbert Mury, comment peut-on prendre au sérieux les prétentions de Bagdad de soutenir jusqu'au bout la résistance palestinienne, Bagdad, qui soutient avec zèle la fabrication made in England de la Fédération des Emirats du Golfe contre le mouvement révolutionnaire montant dans la région ? Aussi bien le Front national démocratique de libération d'Oman que le Front populaire de libération du Golfe Arabe occupé ont déjà dénoncé les « agissements contre-révolutionnaires » des maîtres de l'Irak (2).

18

Aucune des armées arabes, de par leur nature de classe, leurs privilèges inouïs (3), ne saurait être l'alliée de la résistance. Si les bourgeoisies d'Occident investissent leurs capitaux et développent l'économie, les officiers arabes investissent leurs galons, qu'ils se sont octroyés eux-mêmes, pour s'assurer la part du lion de la plus-value sociale. Là où ils gouvernent, ils se conduisent comme dans un pays conquis livré au pillage.

19

La classe bureaucratique militaire arabe se subdivise en plusieurs fractions, mais leur dénominateur commun reste, avant tout et après tout, la sauvegarde de leurs privilèges, la survie de leur armée — leur seul véritable garant de se maintenir — ; leur véritable programme est de durer et non de combattre. C'est pourquoi le dernier mot de leurs rapports avec la résistance ne peut être, au fur et à mesure que celle-ci s'élève à la hauteur de ses tâches, qu'une lutte à mort. Malgré toutes ses tares, la résistance reste redoutable pour les régimes arabes, par ses possibilités latentes, réelles ou supposées, de provoquer le déferlement des masses arabes enchaînées sur la scène de l'histoire. Certes, la surenchère d'un Boumedienne ou des disciples d'Aflak sera de courte durée ; mais il revient aux bases de la résistance d'en finir une fois pour toutes avec toutes les fausses oppositions. Le divorce des masses arabes d'avec leur leader-mari (Nasser) doit être le dernier.

20

Sans optimisme révolutionnaire béat, la résistance, de par ses directions — qui, espérons-le, sont la dernière



APPEL DU F.P.L.G.A.O. AU C.N.P.

Le Comité Exécutif du Commandement Général du Front Populaire pour la Libération du Golfe Arabe occupé a adressé une lettre au Conseil National Palestinien à l'occasion de son dernier Congrès tenu à Amman.

En voici le texte intégral :
Camarades membres du Conseil National Palestinien.
 Avec tout notre respect, nous acceptons votre invitation pour assister au Congrès du Conseil National Palestinien qui tient ses assises aujourd'hui alors que la

édition des organisations attardées, militairement et idéologiquement défaites — n'est pas en mesure de transformer le massacre qui l'attend en une insurrection arabe générale et victorieuse. Ce serait donc Saint-Domingue et non le Vietnam. Mais les masses populaires, cette éternelle Thalassa, sont toujours chargées de surprises historiques, comme Bakounine et même Lénine l'ont déjà remarqué : « Il y a plus de sens pratique et d'intelligence dans les aspirations instinctives et les besoins réels des masses populaires que dans les esprits profonds de ceux qui se sont désignés eux-mêmes comme leurs tuteurs » (Bakounine). Dans les situations révolutionnaires, les masses dépassent souvent leurs directions et les remplacent. (Lénine.)

a) Les éléments les plus conscients de la résistance pourront-ils assumer ce rôle historique, dans l'épreuve que les masses doivent passer devant leurs professeurs-bourreaux à Amman, au Liban et ailleurs ?

b) Les rares éléments qui ont une conscience claire et précise du rôle et de l'avenir historique de la résistance, comme avant-garde possible de la révolution arabe, pourront-ils, le jour J, être les fossoyeurs des palais et des casernes arabes et remplacer ainsi leurs directions défaitistes, théoriquement analphabètes, politiquement confusionnistes, militairement impuissantes ?

c) Pourront-ils, dès maintenant, tirer des conclusions pratiques de la crise de la résistance, anéantissant à jamais la flatterie empoisonnée de la presse publicitaire et dépassant radicalement la critique partielle et souvent verbale de la seule organisation de gauche : le FPDLP ?

d) Pourront-ils, enfin, transformer le sentiment de déception des masses qui ont subitement découvert Nasser à la tête de la contre-révolution en une redécouverte de leur propre force de frappe pour engager les véritables combats présents et futurs ? Cela suppose essentiellement la capacité de ces éléments révolutionnaires de résister au viol des masses par la propagande officielle — cette répression idéologique qui ne le cède en rien à la répression policière — par la diffusion la plus étendue des vérités et des faits ; et à appeler les soldats arabes à la désobéissance et à l'insurrection.

21

Dans le cas contraire, le mouvement de la résistance finira dans le sang ; ses restes se transformeront en une série de bandes terroristes ayant pour seul programme l'assassinat des « présidents et des rois traîtres ». Les Etats arabes, déjà policiers, se défendront en instaurant un fascisme sanguinaire et chaque pays aura son Franco et son Mussolini.

22

La tribu des Hachémides en Jordanie étant, toute seule, dans l'incapacité d'en finir avec la résistance, ou plutôt de supporter les conséquences d'une boucherie, elle demanderait la participation au crime, même symbolique, des Etats qui acceptent — publiquement ou tacitement — le Plan Rogers. A l'unité des Etats dans la contre-révolution, doit répondre l'unité des masses arabes dans la révolution. Il appartient aux révolutionnaires arabes de saisir cette occasion historique pour dénoncer la sainte alliance de la contre-révolution arabe et mondiale, et d'en appeler à sa destruction.

23

En ce moment crucial où les chefs arabes s'apprentent à reconnaître l'Etat de Meïr-Dayan et à signer la paix des esclaves, une voix réellement internationaliste doit s'élever des rangs de la résistance pour dire un **Non** résolu à l'Etat d'Israël et un **Oui** sincère à une coexistence librement consentie avec les masses israéliennes. Celles-ci s'autodétermineront soit au sein du pouvoir des Conseils ouvriers généralisés au monde arabe unifié, ce qui va dans le sens de l'histoire, soit dans la séparation. Que le testament de la résistance, en cas de défaite, et son mot d'ordre, en cas de victoire, soient révolutionnaires et internationalistes.

24

Avec la fin des révolutions militaires qui, tel un voleur dans la nuit, s'empare de l'Etat, la première tranche de la révolution arabe blanquiste et petite bourgeoise est close. Une nouvelle période s'annonce, où il n'y aura aucun « miracle » et où aucune victoire décisive ne sera facilement réalisée. L'ère des longues luttes, de la véritable révolution, va commencer.

Le 1^{er} août 1970 Lafif Lakhdar - Mustapha Khayati

(1) De fait, nous connaissons depuis le 9-8-70 le genre de soutien pratique que les militaires d'Algérie pensent apporter à la résistance puisqu'ils ont appelé le peuple algérien à prier pour elle dans toutes les mosquées, le vendredi 14 août. (Note ajoutée le 9-8-70).

(2) La contre-révolution de l'Imamat d'Oman recrute des mercenaires omaniens et dhofari au Koweït et les envoie s'entraîner en Irak (document du FPLGAO publié par Al Hurriya du 20-7-70).

(3) Comme exemple : l'officier irakien, à la sortie de l'Académie reçoit un crédit de 3 000 £ ; en cas de mariage 1 000 £ comme cadeau ; chaque fois qu'il part en « campagne » (c'est-à-dire incendier les villages kurdes ou enterrer vivants les communistes irakiens) sa paye augmente de 25 % ; etc.

question palestinienne et la révolution arabe dans son ensemble, traversent une phase critique.

Camarades militants,

Vous avez de lourdes responsabilités face à une situation déterminante et décisive de la cause palestinienne que le sionisme et l'impérialisme mondial ont essayé de liquider depuis un quart de siècle.

A ce jour, les tentatives de liquidation atteignent une phase sérieusement dangereuse avec le plan U.S. qui veut donner une solution au soi-disant conflit arabo-israélien.

Les Etats-Unis, à la tête de l'impérialisme mondial, n'ont pas proposé ce plan par amour des arabes ou par volonté d'établir la paix au Moyen-Orient. Si tel était leur but, ils se seraient retirés du Sud-Asiatique et auraient arrêté leurs opérations de massacre et de terrorisme contre les peuples du Viet-Nam, de l'Indochine et de l'Amérique Latine.

Camarades,

Le projet américain est une odieuse tentative préparée suivant la ligne politique de l'impérialisme mondial qui vise en premier lieu à saper le mouvement révolutionnaire arabe et palestinien. Surtout que la résistance palestinienne devient de plus en plus virulente et constitue un danger non seulement pour le sionisme, mais aussi pour les régimes arabes faibles et fragiles qui entourent l'ennemi sioniste. Ce qui expose aussi les intérêts de l'impérialisme mondial et américain à des dangers imminents.

Il se doit de considérer d'une part, la proposition américaine de son projet défaitiste à l'heure actuelle, et d'autre part l'incapacité des régimes bourgeois arabes de donner une solution révolutionnaire radicale au problème palestinien. Le projet américain est considéré par les régimes arabes comme une participation intelligente des U.S.A. pour préserver leur conservation et leur continuité. Surtout que ces régimes se sont trouvés dans une situation très ambarassante devant leurs masses, et que certains d'entre eux sont arrivés au bord de la chute comme c'est le cas du régime jordanien.

Ce dernier est connu par ses positions et ses trahisons à l'égard du peuple palestinien. Il est devenu, avec la montée du mouvement de la résistance palestinienne, paralysé et exposé à l'écroulement. Ce régime vendu, après qu'il ait usé de toutes ses tentatives désespérées de liquidation de la résistance palestinienne, essaye aujourd'hui, sous le soi-disant plan de paix et se masquant derrière certains pays qui se considèrent progressistes, de reprendre son souffle et ses forces pour frapper le mouvement de résistance palestinienne, en s'appuyant dans ses visées, sur une propagande bien orchestrée et sur les partisans de la solution de paix adoptée par certains régimes bourgeois.

Camarades militants,

Le FPLGAO, partant de sa foi profonde dans l'unité de la révolution arabe et dans l'unité du devenir des masses arabes militantes, considère le projet américain comme une nouvelle attaque de l'impérialisme américain et mondial afin de saper et de liquider le mouvement de résistance palestinienne et par-delà, le mouvement révolutionnaire arabe dans le Golfe et la Péninsule arabique.

Quant à la liquidation de la révolution du Yémen du Nord et les nombreuses tentatives pour frapper et faire échec au régime progressiste de la république populaire du Sud-Yémen sous la direction du Front Patriotique, ce ne sont que des maillons successifs dans la chaîne des complots réactionnaires contre la lutte de nos masses arabes dirigées par leurs forces progressistes et révolutionnaires.

Partant de cette compréhension de la nature de la lutte qui oppose la révolution arabe à l'impérialisme mondial et le sionisme, le FPLGAO dénonce le projet de paix et de défaitisme américain et appuie la résistance palestinienne sous la direction de son avant-garde combattante dans une guerre populaire prolongée.

Suite à la situation difficile et dangereuse que traverse la révolution palestinienne, le FPLGAO demande au Congrès d'œuvrer avec sérieux et sincérité afin d'unir les forces de la révolution palestinienne dans un large front avec le mouvement de libération arabe et ses masses.

Partant de l'unité de la révolution arabe, le FPLGAO demande au Congrès de soutenir la lutte armée dans le Golfe Arabe occupé, ce qui concrétise la nature dialectique des relations qui existent entre les deux révolutions, en Palestine et dans le Golfe Arabe.

Camarades,

La lutte des masses palestiniennes, plus encore la lutte du mouvement révolutionnaire palestinien, se trouve aujourd'hui dans une épreuve, ce qui lui impose l'alternative de résister et de continuer la lutte ou de se soumettre à l'impérialisme américain.

Les masses palestiniennes militantes qui se sont sacrifiées depuis un quart de siècle et qui continuent encore, ne pardonneront aucune position d'abdication et de retour en arrière qui estompent leur cause et leur droit de reprendre leur terre. C'est par la résistance et la lutte continue que les peuples opprimés gagnent leurs droits.

Masses de la révolution palestinienne, en avant ! Ce n'est que sur le roc que constitue votre résistance et votre volonté que se brisent tous les complots. La victoire est toujours aux peuples en lutte.

Nous vous saluons chaleureusement sur le chemin de la lutte armée de la guerre prolongée.

Vos Camarades.

Comité Exécutif du Commandement Général du FPLGAO

RENCONTRE FPLGAO - FPDLP

A l'issue d'une rencontre qui a eu lieu entre des représentants de ces deux organisations, une complète identité de vue a été réalisée entre autre sur la nécessité :

— de condamner les conspirations impérialistes contre la révolution dans le Golfe Arabe (détrônement de Saïd Ben Taimour au profit de son fils Kabbous, allié fidèle du colonialisme britannique) ;

— de dénoncer la reconnaissance de la « fédération » fantôme des émirats du Golfe par certains régimes arabes ;

— d'appuyer la lutte armée d'Oman sous la direction du Front National Démocratique contre le colonialisme britannique ;

— de soutenir les peuples d'Indochine et la Corée démocratique dans sa lutte pour récupérer la partie sud du pays entre les mains de l'impérialisme et ses laquais.

Réflexions sur la question de la nation arabe

La question de la nation arabe est extrêmement controversée. Certains s'acharnent à prouver son inexistence ; d'autres, au contraire, y croient d'une façon quasi mystique. Les uns et les autres en brouillent les tenants et les aboutissants.

Dans le texte qui suit, et qui est tiré d'une brochure en préparation traitant de la question palestinienne et de la révolution arabe, nous nous proposons d'essayer de dégager certains éléments théoriques et politiques d'une conception marxiste de la nation arabe.

Pour une critique globale radicale du nationalisme petit-bourgeois

D'emblée, il est important de prendre ses distances à l'égard de certaines illusions pouvant naître d'une critique des courants nationalistes petits-bourgeois en déclin, et qui répondent à d'incontestables relents nationalistes. Ne pas combattre ces illusions, c'est s'interdire toute voie nouvelle de recherche pour faire aboutir le mouvement révolutionnaire. De telles illusions sont de deux sortes.

Les premières ne sont pas les plus dangereuses car elles procèdent manifestement de la volonté de réformer de l'intérieur les courants politiques petits-bourgeois. Ce sont celles qui sont nourries par les nombreux militants qui n'ont pas dépassé la critique partielle du nationalisme arabe et qui, de ce fait, cherchent à en expliquer les limites par la conjonction : insuffisances de tel dirigeant ou de telle direction, action de facteurs internationaux ou internes, telle la pression d'une grande puissance ou l'instabilité politique intérieure. Une telle vision les conduit, cela va sans dire, à rester dans le giron du nationalisme et à tenter de le réformer. De telles illusions tombent, pourtant, dès lors qu'une critique globale radicale est entreprise, ainsi que l'exige la situation de crise que vit actuellement tout le monde arabe.

Un deuxième type d'illusions — ou, mieux, un danger — guette le militant venu au marxisme via un des courants petits-bourgeois, et qui n'a pas réalisé totalement sa mue politique. Ce danger est clair : déboucher, sous couvert de la révolution arabe, sur la revalorisation du patriotisme dans sa dimension arabe, dans la perspective de lutter contre les « trahisons » successives qu'a connues l'histoire du monde arabe de la part de la féodalité, de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Cela conduit logiquement à chercher à substituer aux équipes dirigeantes actuelles, d'autres équipes plus « radicales », voire plus chauvines, en vue de la réalisation des mêmes objectifs panarabes et ce, en usant, si besoin, des catégories marxistes-léninistes, aujourd'hui très à la mode. Ces militants venus au marxisme dans cette optique, ignorent que, ce qui peut donner un contenu nouveau au mouvement révolutionnaire arabe, c'est moins les qualités intrinsèques d'une direction, que la classe sur laquelle repose, d'une façon fondamentale, ce mouvement, et qui est, en l'occurrence, constituée des masses laborieuses des villes et des campagnes.

De surcroît, sur le plan politique, et tout particulièrement quand il s'agit du problème de la nation arabe et de la charge affective qu'elle véhicule, ces militants doivent savoir qu'il est plus que jamais nécessaire de lever des illusions longtemps entretenues par la démagogie nationaliste sur la possibilité de reconstituer, dans sa forme historique, la « patrie arabe ». Dans ce domaine, cacher la vérité pour ne pas « heurter les masses », pour ne pas « diviser les forces progressistes », c'est la meilleure manière de s'engager sur la voie de l'opportunisme dont le terme inévitable est la capitulation, ainsi que l'a montré, et le montre encore aujourd'hui, le comportement des directions petites-bourgeoises dans la question palestinienne. Rien n'est plus suspect politiquement, et rien n'est plus condamnable, que le fait de cacher aux masses la vérité concernant la faillite du programme petit-bourgeois à l'échelle du monde arabe.

Un marxisme révolutionnaire au service des travailleurs arabes pour une unité révolutionnaire

Il n'appartient donc pas au marxiste révolutionnaire d'être le héraut d'un quelconque néo-panarabisme. En aucune façon il ne peut être le jacobin d'une révolution nationale manquée, et ne peut mettre au service de la récupération du nationalisme arabe la théorie révolutionnaire. Il ne lui revient pas, et il ne revient pas à la classe ouvrière, de se saisir du drapeau frappé du croissant islamique pour redorer le blason du panarabisme. Si celui-ci, idéologie par essence bourgeoise, est resté lettre morte, c'est que la bourgeoisie arabe, et sa sœur cadette la petite bourgeoisie, n'avaient pas les moyens de le réaliser. La « patrie arabe », dans son sens classique de construction bourgeoise destinée à cacher les contradictions de classes et à dominer les masses laborieuses, est donc une tâche irréalisable.

Il est vrai que certains pourraient en toute bonne foi confondre le patriotisme arabe avec la prise en charge, par la classe ouvrière et les masses paysannes, de la responsabilité historique d'accomplir les tâches de la révolution démocratique bourgeoise non encore réalisées à ce jour dans le monde arabe. Certains n'hésiteraient pas même à parler de patriotisme révolutionnaire. S'agit-il là d'une querelle de mots ? Nous ne le croyons pas, car l'accomplissement des tâches historiques par la révolution arabe ne procède pas d'un patriotisme progressiste — qui laisse sous-entendre la coexistence des classes antagonistes — mais procède plutôt de la conduite à son terme, de la lutte des classes dans le cadre d'un monde arabe d'où disparaîtront, nécessairement les classes dominantes actuelles.

Ainsi donc, le néo-patriotisme de nombreux militants arabes que la défaite de juin 1967 a poussés vers le « marxisme-léninisme », correspond objectivement à une tentative de repêchage du nationalisme petit-bourgeois et est une manière insidieuse d'utiliser le marxisme pour raviver un chauvinisme passablement aiguisé chez les masses par cette cuisante défaite. Ce néo-patriotisme ne peut donc qu'entretenir la confusion sur le plan théorique et politique, et ce, d'autant plus que le chauvinisme qui l'accompagne trouve, de plus en plus, une enveloppe théorique chez les tenants de la thèse tiers-mondiste qui voit dans l'Occident, sans distinction de classes, l'ennemi du Tiers-Monde, lui-même pris en bloc. Cette vision bi-polaire ignore le processus dialectique de l'évolution de la société des pays riches et détourne l'attention des masses laborieuses des pays pauvres, de leurs véritables ennemis qui ont partie liée : la bourgeoisie locale et l'impérialisme.

Il faut donc être clair. La ressuscitation de l'empire arabe n'est pas l'objectif de la révolution arabe, et le programme de la classe ouvrière, épine dorsale de cette révolution, n'est pas un programme patriotique prenant à charge la défense des intérêts de toutes les classes. La révolution arabe, qui hérite de l'actif de la civilisation arabe et du sentiment des masses d'appartenir à un même ensemble, ne se lance pas dans une entreprise de ravalement d'un édifice historique, mais bien dans la construction d'une société nouvelle au bénéfice des masses laborieuses. La révolution arabe est arabe parce qu'elle ne peut réaliser ses tâches que dans le cadre du monde arabe unifié. Elle est unitaire dans le sens où elle œuvre, non pas pour rassembler pêle-mêle les arabes et réconcilier les anciennes classes antagonistes sous l'égide d'un « état national », mais bien pour unifier les travailleurs arabes dans le but de construire le socialisme scientifique dans un cadre régional économiquement viable et que l'histoire et ses avatars nous ont légué avec certaines caractéristiques culturelles, géographiques, linguistiques qui les rendent subjectivement viables aux yeux des masses populaires. En outre, et ce n'est pas le moindre de ses avantages, ce cadre unitaire permet de mettre sur pied une stratégie révolutionnaire tirant profit des lignes de moindre résistance du système impérialiste dans le monde arabe.

La révolution arabe n'est pas pour nous une option qui résulte d'un a priori ou d'un quelconque subjectivisme. Nous sommes prêts à opter pour une stratégie susceptible de conduire à la victoire des travailleurs arabes dans un cadre africain, méditerranéen, etc. Encore faut-il que la démonstration soit faite de pouvoir les y mobiliser et les y organiser. Le chemin que prendra la révolution montrera bien si notre option correspond ou non aux impératifs de la lutte. Mais nous refusons de tomber dans le piège du chantage au nationalisme qu'exerce le groupe « Perspectives » sur quiconque parle de révolution et d'unité arabes et qui croit pouvoir se décerner un certificat d'internationalisme parce qu'il se contente d'une dénonciation simpliste et confuse de la nation arabe. Le parti pris absurde de ce groupe éclate quand, même en matière de culture, il fait mine d'ignorer le fait objectif qu'est la contribution de la civilisation arabe à la culture générale de l'humanité. Quant à sa méconnaissance des lois du matérialisme historique, elle se traduit dans une conception mécaniste du déterminisme économique qui lui fait totalement ignorer le mouvement dialectique qui préside à l'évolution de la société arabe. En ce domaine, les perspectivistes n'ont fait que prendre, en Tunisie, la relève de la stratégie des P.C. arabes dont nous savons quelles en ont été les conséquences dans la question palestinienne et le mouvement révolutionnaire arabe d'une façon générale.

Formation de la nation et unité arabe

Nous avons dit plus haut que l'unité arabe est à la fois l'objectif et le cadre de la réalisation de la révolution arabe. Nous allons suivre « la brochure jaune » (1), dans son entreprise de démolition de cette unité arabe à travers les attaques menées contre la nation arabe pour montrer que ce à quoi la brochure s'attaque, c'est, en fait, à l'irrésistible tendance unitaire de la révolution arabe.

Deux questions peuvent être posées à propos de la nation arabe. Existe-t-elle ?

Ce concept est-il nécessaire à l'analyse et à l'action révolutionnaire ?

Le débat autour de la première question, loin d'être dépourvu d'intérêt, ne nous semble pas constituer ici une question principale. Le plus important est de retenir comme fait politique que, dans l'esprit des masses — quelque confus que puissent être ses contours — la Nation Arabe est une réalité sinon une aspiration.

Par contre, la seconde question nous paraît décisive pour définir la stratégie et la tactique du mouvement révolutionnaire arabe, dans la mesure où cette catégorie est opérationnelle, dans la mesure où elle définit un cadre réel des luttes futures et un indicateur du niveau présent de la conscience des masses laborieuses, principale force révolutionnaire dans le monde arabe. Or la thèse du groupe « Perspectives » tend à donner une réponse négative à ces deux questions.

La nation représentée, historiquement, une réalité concrète. C'est Staline, cité par « la brochure jaune », qui s'est attaché à définir ses éléments constitutifs. « La nation est une communauté stable, historiquement constituée, de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans la communauté de culture » (Marxisme et la Question Nationale 1912). On pourrait s'engager dans une discussion sur le caractère statique d'une telle définition et sur le fait de savoir si une telle définition permet ou non l'identification d'une nation arabe. Encore une fois, cela importe peu pour la

question que nous traitons ici, et nous pensons même que c'est un faux problème car, tout compte fait, son existence ne peut être que le point de départ du processus de la révolution arabe et non point son but ultime, de même que son inexistence ne change rien aux tendances unitaires objectives et subjectives de cette révolution arabe.

Abordons donc le deuxième aspect de la question, à savoir l'aspect historique et dynamique, cela va de surcroît permettre de mieux saisir le caractère anti-marxiste des analyses de « Perspectives » dans ce domaine. Ce second aspect apparaît dans la suite de la définition de Staline, pour qui la nation « n'est pas simplement une catégorie historique, mais une catégorie historique d'une époque déterminée, de l'époque du capitalisme ascendant ».

Nous ne confondons pas l'analyse marxiste de la réalité avec celle des textes mais, en l'occurrence, celle-ci va permettre de mieux comprendre le vice de la thèse de « Perspectives ». Pour ce groupe, en effet, comment parler de nation arabe — résultat historique d'une unification de territoires et d'une centralisation de l'autorité dans un cadre culturel commun — alors que la nation est une « catégorie historique d'une époque déterminée », sous-entendue révolue, puisqu'elle est celle « du capitalisme ascendant » ? Ce groupe se retranche derrière la citation pour ignorer la réalité sociale vivante qu'elle décrit. Il ne veut voir dans la définition que l'aspect statique de cette réalité et ignore son aspect dynamique fondamental lié aux forces profondes qui ont promu la nation au rang de catégorie historique, à savoir les forces socio-économiques et les impératifs de la production.

Rien, dans la définition qui constitue la clé de voûte de thèse anti-nation arabe de ce groupe, ne permet de conclure au blocage du mouvement historique de la reconstitution du processus unitaire, ni n'exclut la naissance de nouvelles conditions de développement de ce processus et tout particulièrement dans le monde arabe où la conscience collective d'appartenir à une même nation est un fait politique fondamental et un niveau de départ de première importance, pour un tel processus.

Une tentative de mystification

En particulier, rien ne laisse prévoir, dans cette définition, que la formation de l'entité unitaire, nécessité objective imposée par des impératifs économiques, ne soit pas une des tâches fondamentales de la révolution socialiste dans diverses régions du Tiers-Monde. A cet égard, il est important de souligner le caractère unificateur des révolutions prolétariennes qui se sont succédées à ce jour. Autrement dit, la définition de Staline permet de comprendre et de situer la formation de cette catégorie historique qu'est la nation, dans la partie du monde qui a vu se développer le capitalisme industriel, un point c'est tout. La formation de la nation s'est imposée au même titre que les autres tâches démocratiques bourgeoises pour les besoins du développement du capitalisme. Mais le cadre national tend à s'effacer au stade impérialiste sous la pression de l'internationalisation du capital et de la domination monopolistique. Parallèlement, le partage et le repartage du globe, par les métropoles impérialistes a conduit à une balkanisation du Tiers-Monde, c'est-à-dire à la constitution de « petites nations ». Ainsi, le capitalisme occidental, à deux phases de son développement, se comporte à l'égard de sa propre nation de manière différente, mais toujours pour des raisons économiques : dans un premier temps, il la construit, dans un second temps, il la nie. C'est dans ce sens, pensons-nous, que la définition est limitative en ce qui concerne le processus de la formation de la nation (à une époque donnée) et non dans le sens où, dans les régions sous-développées du globe, il n'existe pas de forces profondes qui poussent à la réalisation de l'unité ou à la constitution de nations. Or c'est justement cette dernière interprétation qui axe la réflexion du groupe « Perspectives » dont les conclusions sur l'inexistence de la nation arabe et le refus d'intégrer la lutte de classes en Tunisie dans une stratégie unitaire arabe procèdent du plus pur dogmatisme.

Pour bien comprendre la mystification de la « brochure jaune », il est nécessaire de pousser le parallèle entre la tâche de l'unité arabe et les autres tâches de la révolution démocratique bourgeoise. Nous avons dit plus haut que la formation de la nation est un objectif réalisé en Occident au même titre que la réforme agraire, l'industrialisation, etc. Or, on ne peut manquer d'être frappé par la discrimination dont fait l'objet le problème de l'unité arabe de la part du groupe « Perspectives ». En effet, alors que les autres tâches de la R.D.B. sont, à leurs yeux, des tâches qui incombent à la révolution socialiste et seulement à elle, l'unité arabe, qui est une de ces tâches — et celle qui conditionne certainement le succès des autres — comme par hasard, fait exception. Il y a là une démarche de l'esprit pour le moins étonnante. Elle ne peut manquer de faire douter de l'objectivité de l'analyse « marxiste » qu'on nous propose et du parti pris qui découle du plus grossier des dogmatismes et du plus étroit des sectarismes.

En conclusion, si le néo-patriotisme, même empruntant les catégories marxistes, ne représente pas, pour la lutte révolutionnaire arabe, une dimension internationaliste, le dogmatisme du groupe « Perspectives », qui domine, comme nous l'avons vu, la question de la formation de la nation, ne peut, quant à lui, constituer une alternative au programme nationaliste dans la mesure où il ignore manifestement le chemin qui mène à la mobilisation et à l'organisation des travailleurs et des paysans arabes.

(1) Brochure publiée par le groupe « Perspective ».

**LISEZ
DIFFUSEZ
AN-NIDHAL**

Tous les Numéros sont en vente
chez **MASPERO**
Librairie "la joie de lire", rue St-Séverin, Paris-5^e
et à la Librairie "73", boulevard St-Michel